

Conseil Régional de la Réunion

ELABORATION DU SCHÉMA RÉGIONAL DES ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES



PHASE 1 : Diagnostic

11 JUIN 2012



6, boulevard de Strasbourg
75010 PARIS
Tél. : 01 55 34 99 40
Fax : 01 55 34 99 41
Email : contact@abcd-culture.com
www.abcd-culture.com

SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	3
I – LE CONTEXTE TERRITORIAL DE L’ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE A LA REUNION	5
I. 1 Présentation synthétique du territoire	6
I. 2 Interventions des collectivités et de l’Etat dans le champ des enseignements artistiques sur le territoire régional	7
II – ETAT DES LIEUX DE L’ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE	13
II. 1 L’analyse globale, toutes disciplines artistiques confondues.....	14
II. 2 Musique	22
II. 3 Danse.....	28
II. 4 Théâtre et arts du cirque	32
II. 5 Arts plastiques	38
III – ENJEUX TRANSVERSAUX	42
III. 1 Le développement de la formation initiale et de la formation continue.....	43
III. 2 L’accessibilité pour toute la population	43
III. 3 La place des pratiques artistiques traditionnelles	44
III. 4 La poursuite de la structuration de l’éducation artistique en milieu scolaire.....	45
III. 5 La nécessité de locaux adaptés.....	45
III. 6 Le développement des passerelles et des coopérations entre les offres	46
III. 7 Une meilleure lisibilité de l’offre pour la population.....	46
IV – EN CONCLUSION.....	47
V – ANNEXES.....	48
Liste des entretiens réalisés durant la phase de diagnostic (institutions)	49
Liste des entretiens (structures d’enseignement ou lieux ressources)	50
Extrait du répertoire des structures d’enseignement artistique constitué pour l’état des lieux et transmis au Conseil Régional	52

INTRODUCTION

Rappel du périmètre de la mission

L'acte II de la décentralisation avec la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales a conféré aux Conseils généraux la responsabilité d'établir un « Schéma départemental de développement des enseignements artistiques dans les domaines de la musique, de la danse et de l'art dramatique ». Il a pour objet, dans le domaine de l'enseignement artistique initial, de « **définir les principes d'organisation des enseignements artistiques en vue d'améliorer l'offre de formation et les conditions d'accès à l'enseignement** ». Les Conseils Régionaux, aussi concernés par la loi, doivent réaliser un Schéma pour l'enseignement supérieur et la formation professionnelle continue.

Le Conseil Régional de la Réunion a décidé de mettre en place un schéma régional des enseignements artistiques global (et non uniquement sur l'enseignement supérieur et la formation professionnelle), afin de contribuer à la structuration de l'ensemble du secteur sur l'Ile.

Par enseignement artistique, on entendra le **développement d'un parcours pédagogique diversifié, cohérent et complémentaire** à destination des jeunes réunionnais en priorité mais également des adultes, et ce sur l'ensemble du territoire. S'agissant d'un schéma des enseignements artistiques et non un schéma des pratiques artistiques, il ne s'agira pas de travailler sur l'ensemble des pratiques artistiques amateurs, mais bien de renforcer ce qu'on peut considérer comme les bases de la pratique amateur pour tout citoyen, à savoir un espace d'apprentissage animé par des pédagogues transmettant leurs savoirs et savoir-faire dans les champs artistiques concernés, afin de permettre une pratique artistique autonome, avant tout comme amateur, et pour une très petite minorité, en tant que professionnel.

Selon le Vade-Mecum réalisé par le Ministère de la Culture sur les schémas d'enseignement artistique, « *un schéma départemental s'adresse aux structures d'enseignement artistique qui remplissent une mission de service public de l'enseignement artistique ou qui en favorisent l'émergence. Sont entendues comme telles les structures employant un personnel qualifié en nombre suffisant, organisées autour d'un cursus gradué et dotées de locaux et d'équipements adaptés respectant les normes réglementaires.* »

Ce même Vade-Mecum précise qu'un schéma d'enseignement artistique a pour but de :

- **contribuer au développement de la cohésion territoriale** en structurant rationnellement les enseignements artistiques ;
- **diversifier l'offre** d'enseignement artistique et **élever son niveau qualitatif** ;
- faciliter et encourager **l'accès du public** à l'enseignement artistique ;
- rendre cet enseignement **plus lisible et plus attractif** pour le public et les acteurs de la vie locale.

Les disciplines intégrées dans le présent schéma sont la musique, la danse, l'art dramatique, ainsi que les arts plastiques (les arts plastiques ne sont généralement pas pris en compte). Les arts du cirque, faisant actuellement l'objet d'une réflexion spécifique menée par la Fabrik, ne sont pas intégrés au présent travail, mais un rappel des conclusions de l'étude a été réalisé dans ce rapport.

Les structures prises en compte dans ce schéma sont en grande majorité des écoles municipales et associatives, mais certaines sont des structures privées (notamment dans la danse). On a été exclus de l'analyse les cours privés donnés à titre individuel ainsi que les cours qui ne sont pas organisés selon un parcours pédagogique progressif, avec une finalité uniquement ludique. La frontière entre les deux n'étant pas toujours évidente, des structures de loisirs ont pu être intégrés dans notre recensement.

Enfin, en ce qui concerne les disciplines chorégraphiques, les enseignements des danses de salons, country, etc. n'ont pas été analysés, relevant du Ministère des Sports et n'entrant pas au niveau national dans le périmètre entendu par « enseignement artistique ».

La méthode de travail pour cette mission

Pour l'aider à définir son schéma régional des enseignements artistiques, le Conseil Régional a souhaité faire appel à une agence de conseil spécialisée dans la définition de politiques culturelles, abcd. La mission s'organise en trois temps :

- **phase 1 : diagnostic, objet de ce rapport**
- phase 2 : étude prospective – proposition de schéma régional
- phase 3 : accompagnement dans la mise en œuvre

Pour cette première phase de diagnostic, des entretiens individuels ont été menés, sur place et par téléphone, auprès des structures d'enseignement artistique du territoire. Environ 90 structures ont ainsi été interrogées sur l'ensemble de la Réunion. Parmi celles-ci, une dizaine avaient cessé leur activité et l'ont confirmé par téléphone, deux ont déclaré ne pas proposer de cours, 20 n'ont pas répondu (une relance par téléphone a été réalisée pour chaque structure n'ayant pas répondu) sans qu'il soit possible de savoir si ces structures existaient toujours ou ne souhaitaient pas répondre à l'enquête, une structure a déclaré ne pas vouloir participer à cette phase de recensement, et une a donné des renseignements très partiels qui n'ont pu être exploités qu'à la marge.

Au final, **une cinquantaine de structures ont pu être interrogées** sur l'ensemble de leurs activités (30 lors d'entretiens sur place, 25 par téléphone, voir liste en annexes du présent rapport).

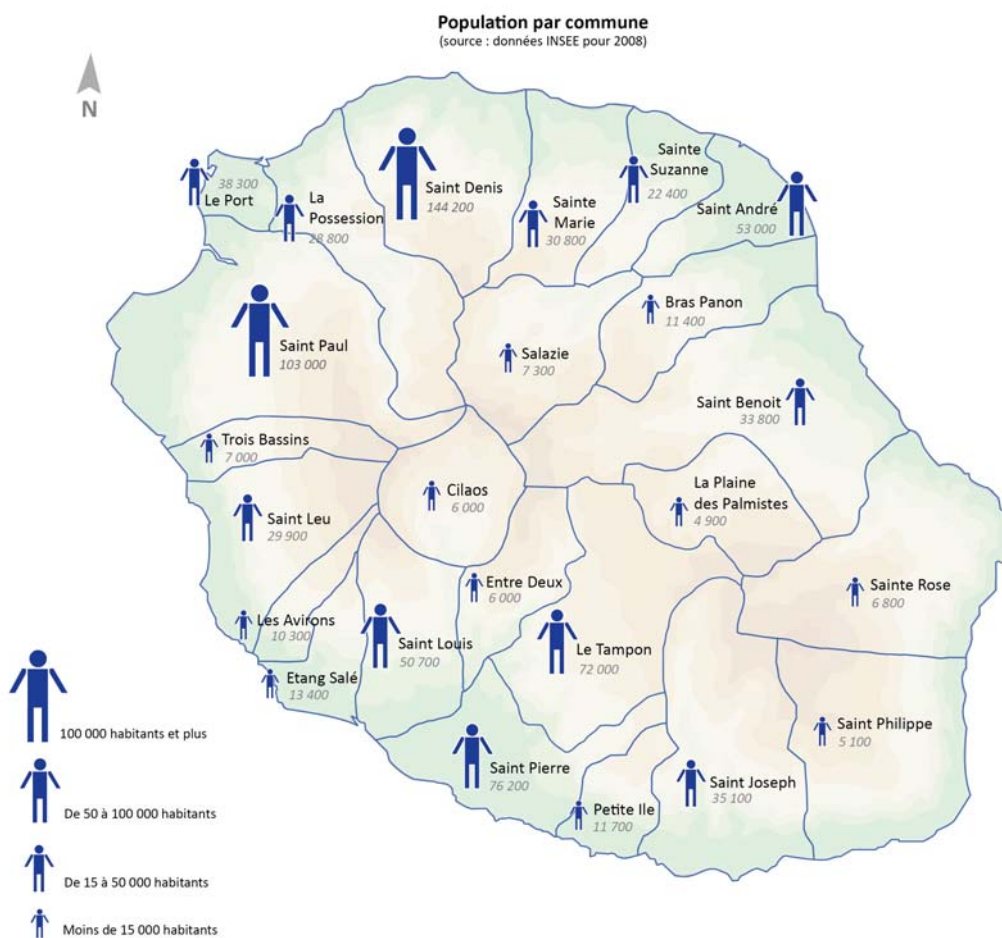
Des structures ressources ont également été interrogées pour leur connaissance de la structuration d'un champ disciplinaire, et pour certaines d'entre elles car elles proposent également des ateliers d'enseignement artistique (CDOI centre dramatique, PRMA pôle régional musiques actuelles, la Fabrik, Ecole Supérieure d'Art, Confédération Musicale de la Réunion, ...). Les quatre sites du Conservatoire à Rayonnement Régional ont également été visités et des entretiens menés avec chaque responsable de site.

La restitution de cette phase de diagnostic comprend le présent rapport avec un travail cartographique, une base de recensement comprenant les principales informations relatives à chaque structure ainsi qu'une fiche descriptive par structure interrogée, qui a servi de base à chaque entretien et avait préalablement été discutée avec la maîtrise d'ouvrage.

I – LE CONTEXTE TERRITORIAL DE L’ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE A LA REUNION

I. 1 Présentation synthétique du territoire

- Près de 850 000 habitants en 2011, un territoire en forte croissance démographique : 782 000 habitants en 2006, et projection à un million d'habitants en 2030.
- Territoire d'une superficie de 2 500 Km², un habitat concentré sur le pourtour côtier et des forts contrastes de densité de population entre les « Hauts » et les « Bas », y compris au sein d'une même commune, dont la part urbanisée varie fortement.
- Région monodépartementale, composée de 24 communes et 5 intercommunalités.



- Une population jeune (plus d'un tiers de moins de vingt ans), avec des taux de chômage importants (plus du tiers de la population active).
- De forts contrastes entre la côte Est et la côte Ouest : climatiques et sociaux, avec une concentration de la population défavorisée et au chômage sur l'Est.

I. 2 Interventions des collectivités et de l'Etat dans le champ des enseignements artistiques sur le territoire régional

Le Conseil Régional

Depuis vingt-cinq ans, le Conseil Régional de la Réunion s'est volontairement et fortement engagé dans le soutien à l'enseignement artistique avec la création d'un Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) disposant de quatre antennes dans quatre villes majeures du territoire (St Denis, St Paul, St Pierre, St Benoît). Cette initiative est originale pour une Région puisque l'enseignement artistique n'est entré dans son champ de compétence que depuis la loi de 2004, et uniquement sur le volet de la formation préprofessionnelle d'un point de vue strictement législatif.

Le Conseil Régional assure à 91% les coûts de fonctionnement du CRR et de ses quatre sites, ce qui représente 6,1 millions d'euros par an (dont 83% de masse salariale). Elle a permis ainsi le développement d'une importante offre d'enseignement artistique publique pour la population. Le nombre d'élèves du CRR sur les 4 sites est de 1 476 en 2011, soit 15% du nombre d'élèves des structures d'enseignement artistique de l'Ile (musique, danse, art dramatique, hors arts plastiques).

Outre le fonctionnement du CRR, le Conseil Régional attribue quelques subventions de fonctionnement à certaines associations d'enseignement artistique du territoire. En 2011, deux structures ont été aidées au titre des associations culturelles, et quatre au titre de la formation culturelle (dont l'école d'architecture) pour un montant de 170 900 € (dont 100 000 pour l'école d'architecture).

9 structures ont été aidées à l'équipement en 2011 (achat d'instrument notamment), pour un montant total de près de 105 000 €

De 1990 à 2005 le Conseil Régional a mené un soutien conséquent à la construction ou rénovation d'écoles de musique sur le territoire (St Joseph, St André, St Denis...) et à l'acquisition d'instruments (3,2 millions d'euros versés sur cette période), soutien qui a repris en 2010 sous le terme de « Plan de relance régional 2010-2014 ». Les projets réalisés via ce Plan de relance régional ont en grande majorité été des projets portant sur le sport, et plus faiblement concernant la culture (5% des montants attribués en 2011, contre 30% pour le sport et 59% pour les établissements scolaires).

Avec le choix de définir un schéma régional des enseignements artistiques, le Conseil Régional souhaite également inciter les collectivités à réaliser des écoles d'enseignement artistique (investissement) via son Plan de relance. Le schéma régional interrogera également l'évolution du rôle du Conseil Régional en terme de structuration de l'enseignement artistique, y compris dans les questions de mise en réseau, de formation et de participation aux coûts de fonctionnement des structures.

Les communes

Les communes ont peu investi le champ de l'enseignement artistique à la Réunion, puisque seulement un quart des communes ont une école municipale de musique et/ou de danse en régie directe, et il s'agit en majorité d'écoles de musique. Ces structures sont généralement limitées dans leurs heures d'enseignement, leurs locaux

et le nombre d'élèves accueillis, avec pour certaines des listes d'attentes importantes. Ainsi le nombre d'élèves dans des structures en régie directe municipale représente **moins de 20% du total des élèves recensés** toutes disciplines confondues.

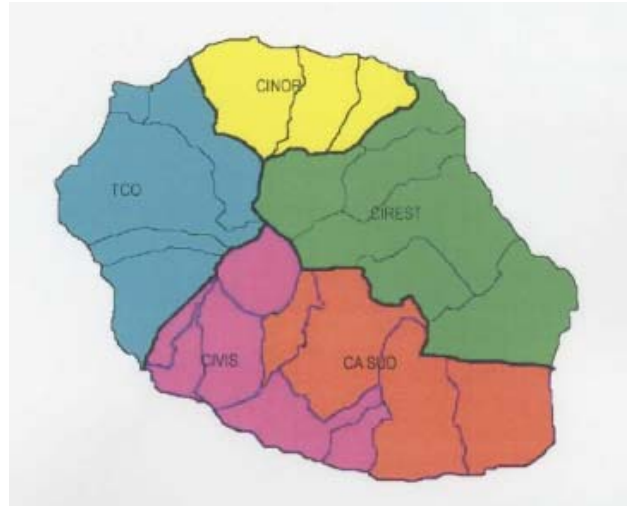
Les communes connaissent une **réelle difficulté à assurer financièrement** la construction d'écoles de musique, danse, théâtre, et plus encore leur fonctionnement. La majorité des structures en régie municipale ne respecte pas les cadres de recrutements de la fonction publique territoriale pour les enseignants (Professeur d'Enseignement Artistique ou Assistant Spécialisé en Enseignement Artistique), la majorité d'entre eux étant encore sur des catégories d'animation.

Seul un projet de création d'établissement d'enseignement artistique porté par une commune a pu être recensé (projet d'installation de l'école existante dans de nouveaux locaux à Petite Ile). Les autres projets qui ont pu être recensés sont portés par les intercommunalités.

La part importante assumée par le Conseil Régional dans l'offre de service d'enseignement artistique via ses quatre sites n'a pas pour autant empêché les communes d'implantation de prendre en charge en partie une offre d'enseignement artistique puisqu'à St Pierre et à St Denis des écoles municipales existent depuis plusieurs années, et que St Paul vient de commencer à développer des ateliers musicaux pour l'éveil et l'initiation.

Enfin en ce qui concerne les interventions en milieu scolaire, qui sont au niveau national fortement appuyées par les communes, leur portage par les communes est encore faible à la Réunion.

Les intercommunalités



Source : Préfecture

Sur les cinq intercommunalités¹, trois interviennent dans le domaine culturel à des degrés différents de projets et de réflexion :

- **CINOR** : la compétence orientée sur les équipements culturels a conduit la CINOR à se positionner dans le domaine de la lecture publique avec un transfert (partiel puis complet) des équipements existants de lecture publique et sur de nouveaux équipements dont la future école de musique de Ste Marie² (investissement et fonctionnement). La question d'une compétence complète à l'instar de la lecture publique n'est pas à l'ordre du jour en ce qui concerne l'enseignement artistique (l'absorption des structures de lecture publique semble une problématique prioritaire). Cependant, une attention particulière sera portée à la complémentarité, articulation et coopération entre les équipements d'enseignement artistique du territoire qu'ils soient communaux ou intercommunaux.
- **CIREST** : avec une compétence culture portant sur le développement de l'accès à la culture pour tous et les nouveaux équipements culturels, la CIREST est jusqu'à présent intervenue en apportant un soutien financier à des associations s'inscrivant plutôt dans le domaine du spectacle vivant. L'agglomération mène depuis mars une réflexion avec un prestataire extérieur afin de définir les compétences potentielles dans le domaine culturel. Le champ des possibles est donc encore ouvert quant à une implication de la CIREST dans le domaine des enseignements artistiques.
- **TCO** : de l'ensemble des intercommunalités, TCO est celle qui a défini le plus précisément son intervention dans le domaine culturel avec notamment pour l'enseignement artistique "la mise en œuvre d'une proposition intercommunale en musique, danse et arts plastiques" sous la forme d'un réseau d'enseignement

¹ CINOR (Communauté Intercommunale du Nord de la Réunion), CIREST (Communauté Intercommunale de la Réunion Est), TCO (Territoire de la Côte Ouest), CASUD (Communauté d'Agglomération du Sud), CIVIS (Communauté Intercommunale des Villes Solidaires)

² 2000 m2, capacité d'accueil de 300 élèves, recrutement du directeur en cours, projet pédagogique à définir.

artistique. Le schéma d'intervention s'articule (au stade actuel de l'avancée du projet) autour :

- d'un équipement "tête de pont" (situé à Plateau Caillou pour lequel le TCO est en phase de conception, de recherche de financement (un recrutement est également en cours),
- d'une annexe à Trois Bassins,
- d'un ensemble de salles dans d'autres communes,
- d'un conventionnement avec des structures associatives existantes pour compléter et avoir une offre la plus complète possible,
- du recrutement du chef de projet qui aura, en premier lieu, la mission de définir plus précisément le projet pédagogique.

Le Conseil Général

Le Conseil général est présent sur les enseignements et l'éducation artistique via des aides aux projets et aux ateliers des structures associatives notamment sur les interventions en milieu scolaire.

Cette intervention, même si elle ne repose pas sur des dispositifs spécifiques, a concerné sur les dernières années une dizaine de structures en musique, danse et théâtre (données 2011) :

- Musique : 5 structures pour un montant d'aide de 31 500 euros auxquels il convient d'ajouter 19 000 euros pour le dispositif des orchestres à l'école,
- Danse : 4 structures aidées (pour des subventions d'un montant de 35 100 euros) dont la compagnie agréée Danses en l'R à hauteur de 20 000 euros,
- Théâtre : 1 structure intervenant en milieu scolaire pour un montant d'aide de 20 000 euros.

L'intervention du Conseil Général est variable selon les années. S'il se situe dans une tendance à la baisse ces deux dernières années avec une aide de 105 600 euros en 2011 tout champ confondu, il a atteint des montants plus élevés dans les années 2007 et 2008.

La présence du Conseil général sur les enseignements artistiques se caractérise également par la diversité des esthétiques portées par les structures aidées et notamment les pratiques contemporaines (danses contemporaines, urbaines...), traditionnelles et par la place majeure accordée aux pratiques collectives (dans un cadre scolaire ou non).

Le Conseil général s'engage également sur des projets d'investissement comme par exemple le projet de conservatoire de Ste Marie porté par la CINOR.

La Direction des Affaires Culturelles - DAC OI

Après avoir soutenu jusqu'en 2004 un certain nombre d'écoles de musique et de danse sur le territoire, la DAC OI s'est progressivement retirée de certains financements en préparant progressivement ce retrait auprès des structures. Son intervention sur les structures d'enseignement artistiques, outre le soutien technique des différents conseillers, se concentre aujourd'hui sur des aides via l'éducation

artistique et plus particulièrement les résidences artistiques en milieu scolaire depuis trois ans.

Une vingtaine de projets de résidence par an (pour un montant d'aide de 240 000 euros) ont été soutenus dans les différents champs artistiques : écriture, arts plastiques, théâtre, photos, musique...

Du point de vue de l'aménagement du territoire, une attention est désormais portée aux territoires les moins pourvus en offre et infrastructures culturelles.

En plus des projets artistiques, la DAC OI participe aux différents dispositifs d'enseignements artistiques en milieu scolaire à hauteur de 87 000 euros.

Sur les structures d'enseignement artistique labellisées, la DAC OI intervient sur le CRR à hauteur de 4% du budget de fonctionnement soit 242 000€ (données 2010) et l'Ecole Supérieure d'Art au sein de l'EPCC (la DAC OI et le Conseil Régional financent 80% de l'ESA).

L'Education Nationale – Académie de la Réunion

L'intervention de l'Académie de la Réunion dans le champ de l'éducation artistique repose désormais sur la **convention de développement de l'éducation artistique et culturelle signée avec la DAC OI** (avril 2011). Les objectifs de cette convention rappellent la place majeure de l'éducation artistique et culturelle dans la formation des enfants et des jeunes, l'acquisition d'une culture commune, la rencontre des enfants avec les œuvres et les artistes, l'accès de tous à la culture... Ils posent aussi la prise en compte des caractéristiques des territoires et les partenariats locaux (artistes, établissements, structures culturelles et artistiques) comme un des enjeux forts de cette politique. Les leviers d'action définis conjointement par le Rectorat et la DAC OI s'articulent autour de plusieurs axes dont la formation des enseignants et le partenariat avec les collectivités territoriales et leurs ressources locales (artistes et structures culturelles).

Cette convention se décline donc avec les collectivités locales sous la forme des contrats locaux d'éducation artistique (CLEA) dont les objectifs sont de définir les actions et projets à mettre en place localement sur le temps scolaire et péri scolaire en lien, en cohérence et en complémentarité avec les ressources locales.

Compte tenu du caractère récent de ce dispositif et de ce mode de fonctionnement, aujourd'hui 5 communes ont signé un CLEA (ou finalisent leur convention) : Etang Salé, Les Avirons, St Joseph, St Philippe et St Paul.

Dans le cadre de ce nouveau mode de fonctionnement et parallèlement à celui-ci, le rectorat apporte son soutien (technique et/ou financier) à un ensemble de projets tant dans le 1^{er} degré que dans le 2nd degré.

Projets artistiques dans le 1er degré (prise en compte des projets ayant eu un avis très favorable et favorable et financés)

468 projets tout domaine confondu (lecture-écriture, patrimoine, cinéma, musées, musique, danse, théâtre, arts plastiques...)

- 108 en musique
- 10 en danse
- 6 en théâtre
- 3 en arts plastiques

Le financement global de ces projets représente 270 800 euros en 2011 (Rectorat et communes)

Projets artistiques dans le 2nd degré (prise en compte des projets ayant eu un avis très favorable et favorable et financés)

344 projets tous domaines confondus (lecture-écriture, patrimoine, cinéma, musées, musique, danse, théâtre, arts plastiques...); notons que dans le 2nd degré les dispositifs Collèges et Lycées au cinéma dominent

- 26 en musique
- 15 en danse
- 30 en théâtre
- 21 en arts plastiques

Le financement global de ces projets représente 200 000 euros en 2011 (Rectorat et collectivités ponctuellement).

En plus des financements "rectorat et collectivités", notons que certaines structures culturelles et compagnies labellisées par l'Etat reçoivent des financements et un soutien de la DAC OI en partie pour leur action en milieu scolaire.

Sur les projets artistiques, certains projets ne se font pas pour des raisons budgétaires.

En plus des projets artistiques, les **enseignements artistiques sont présents par les enseignements de spécialité et facultatif au lycée, classes à horaires aménagées, orchestres à l'école :**

- 59 établissements concernés (parfois plusieurs classes au sein d'un même établissement, donc environ 69 classes ou groupes d'élèves) ;
- 34 pour un enseignement facultatif : 6 en musique, 2 en danse, 7 en théâtre, 9 en arts plastiques ;
- 10 pour un enseignement de spécialité : 1 en musique, 3 en théâtre, 6 en arts plastiques ;
- 13 en orchestre à l'école ;
- 1 classe à horaire aménagée musique et 1 autre en théâtre.

Ces enseignements touchent un peu plus de 1 000 élèves, majoritairement dans le second degré et pour cette raison majoritairement dans les plus grandes villes (voir la carte de l'orchestre à l'école présentée plus loin dans le rapport).

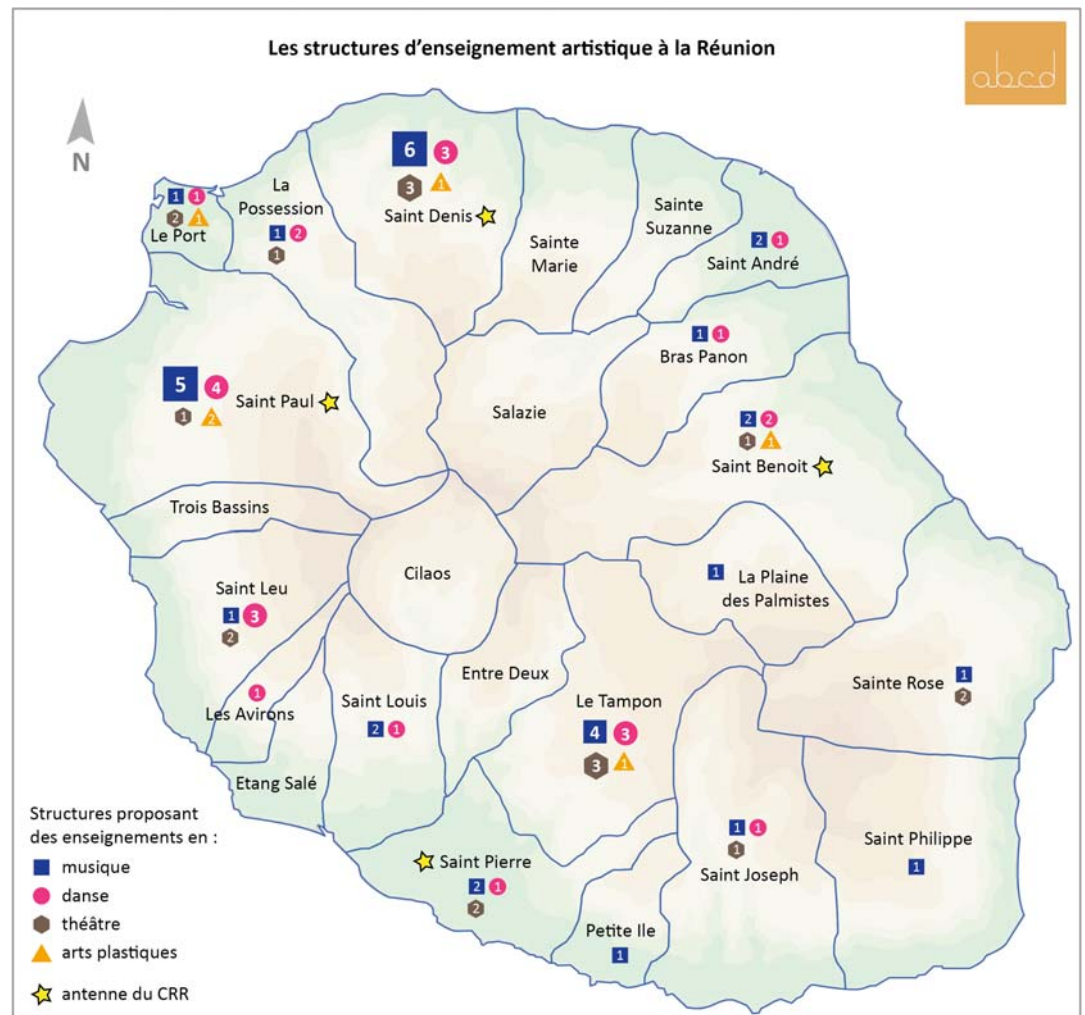
II – ETAT DES LIEUX DE L’ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE

II. 1 L'analyse globale, toutes disciplines artistiques confondues

A – L'offre d'enseignement artistique

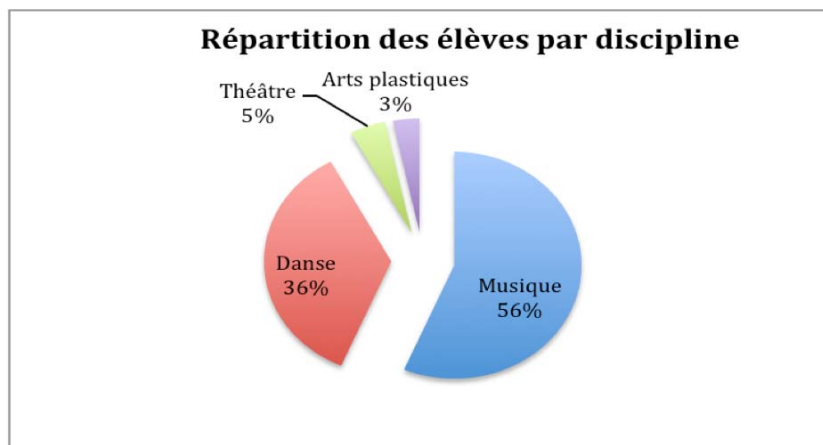
Une offre d'enseignement artistique concentrée sur le littoral, avec des manques importants dans le maillage territorial

- Si certaines communes disposent d'un nombre de structure d'enseignement artistique conséquent (tous statuts confondus et disséminés sur un ensemble de propositions qu'il s'agisse d'offres privées ou publiques), on observe globalement une faiblesse du nombre de structures sur l'île et du nombre d'heures d'enseignement proposées.
- Les communes du centre et du sud de l'île sont presque dépourvues d'offres dans le recensement qui a pu être réalisé.

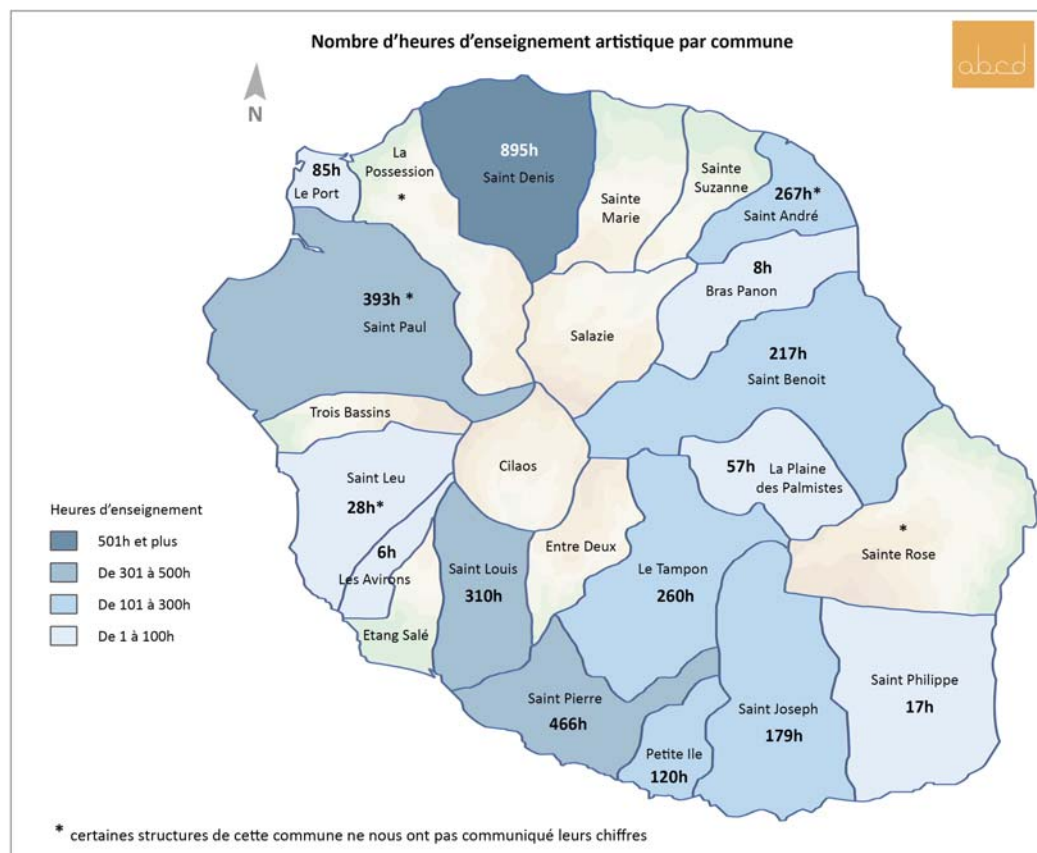


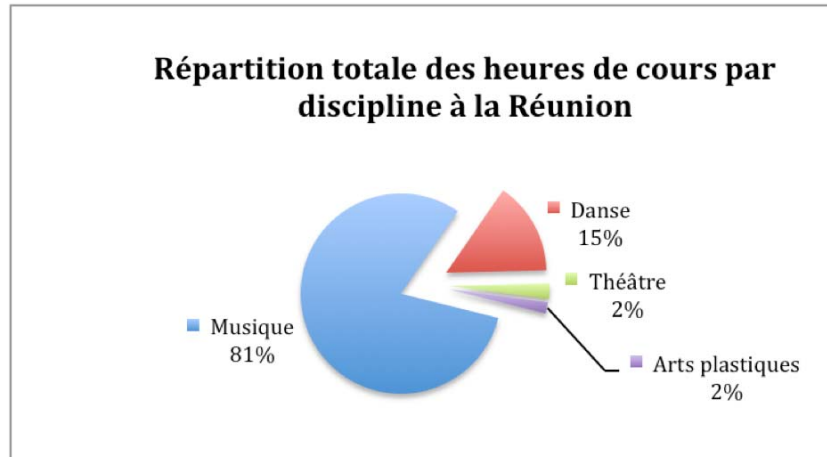
- En terme de **disciplines enseignées**, on constate le poids plus important des structures d'enseignement en musique (40% de l'offre d'enseignement en musique) et en danse (30%), largement devant les structures proposant un enseignement en théâtre (22,5%) et arts plastiques (7,5%).

- Lorsqu'on observe le **nombre d'élèves par discipline**, on retrouve également et logiquement une part plus importante du nombre d'élèves en musique et en danse.



- On retrouve enfin cette **corrélation en nombre d'heures d'enseignement**, avec un nombre nettement plus important d'enseignement en musique (poids des heures d'enseignement individuel en pratique instrumentale), devant la danse (pratique collective qui nécessite moins d'heure d'enseignement pour un même nombre d'élèves que la musique).

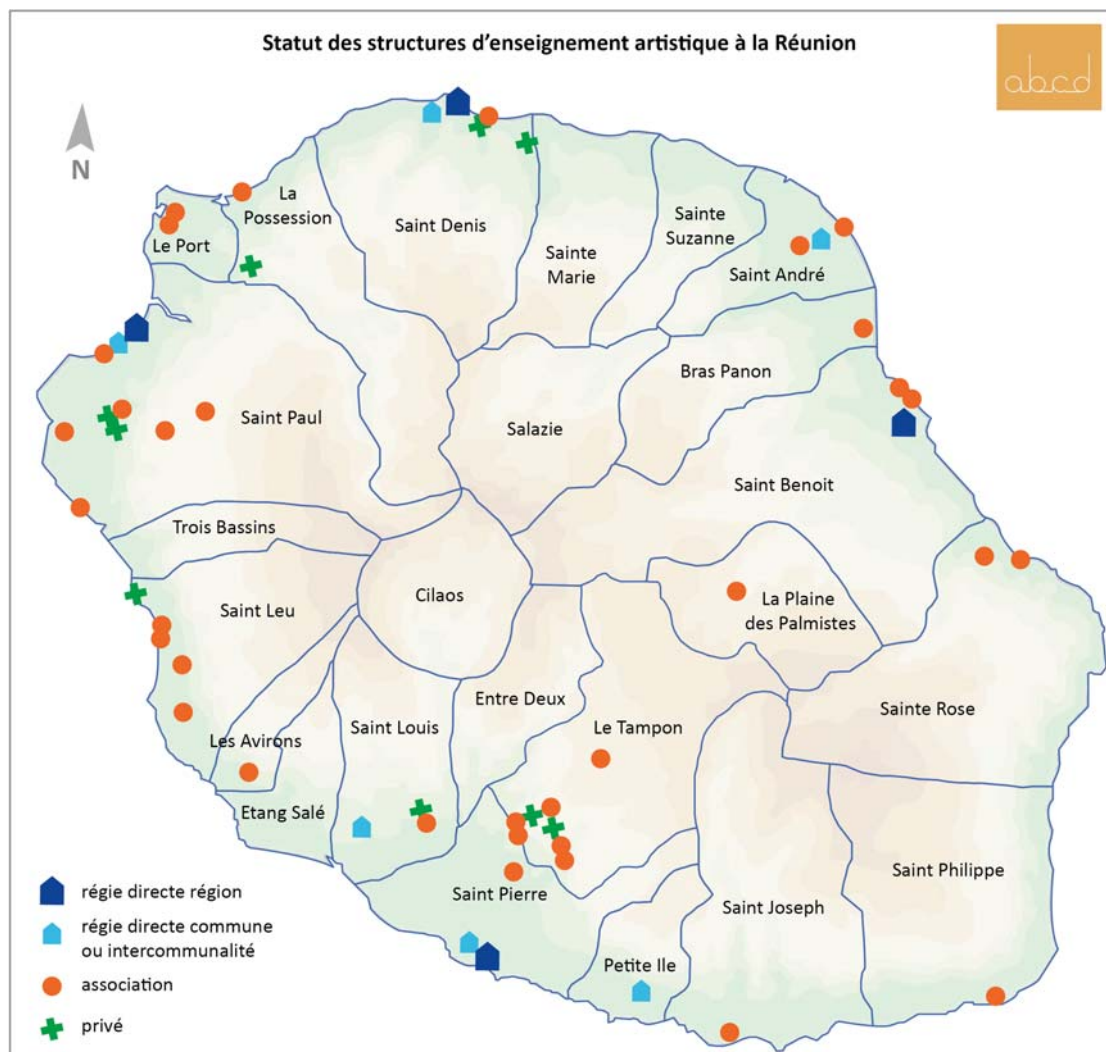




Une faible organisation de l'enseignement par cursus

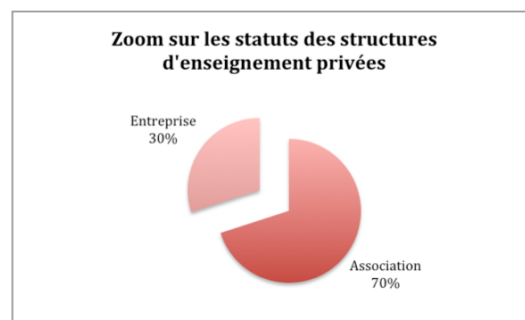
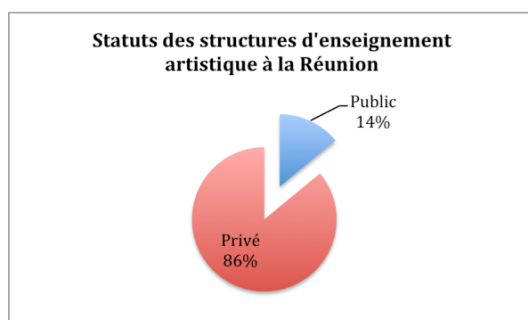
- Faiblesse du nombre de structures proposant en enseignement en cursus, toutes disciplines confondues. Seul le CRR propose systématiquement un enseignement organisé par cycles pour l'ensemble des disciplines proposées.
- Il existe davantage de cursus en musique (organisation d'examens en lien avec la Fédération musicale de la Réunion, affiliée à la Confédération musicale de France) qu'en danse où on reste essentiellement sur une pratique de loisirs organisée par niveaux mais sans notion de cycles. En théâtre, seul le CRR propose un enseignement en cursus.
- Une **place importante des pratiques traditionnelles en musique** (la moitié des structures), nettement moins en danse, avec la question de la définition des pratiques traditionnelles en danse (par exemple on trouve une part conséquente d'offre d'enseignement en danse indienne).

Une très grande majorité d'écoles associatives



On retrouve une structuration de l'enseignement artistique en terme de statut assez représentative de ce qu'on peut observer dans d'autres départements en France :

- 66% des structures recensées sont associatives
- 20% sont des structures privées
- 14% en régie directe (commune ou région)



- On note une **très faible part des équipements en régie directe** (7 seulement à la Réunion sur 24 communes, dont le CRR en régie régionale),

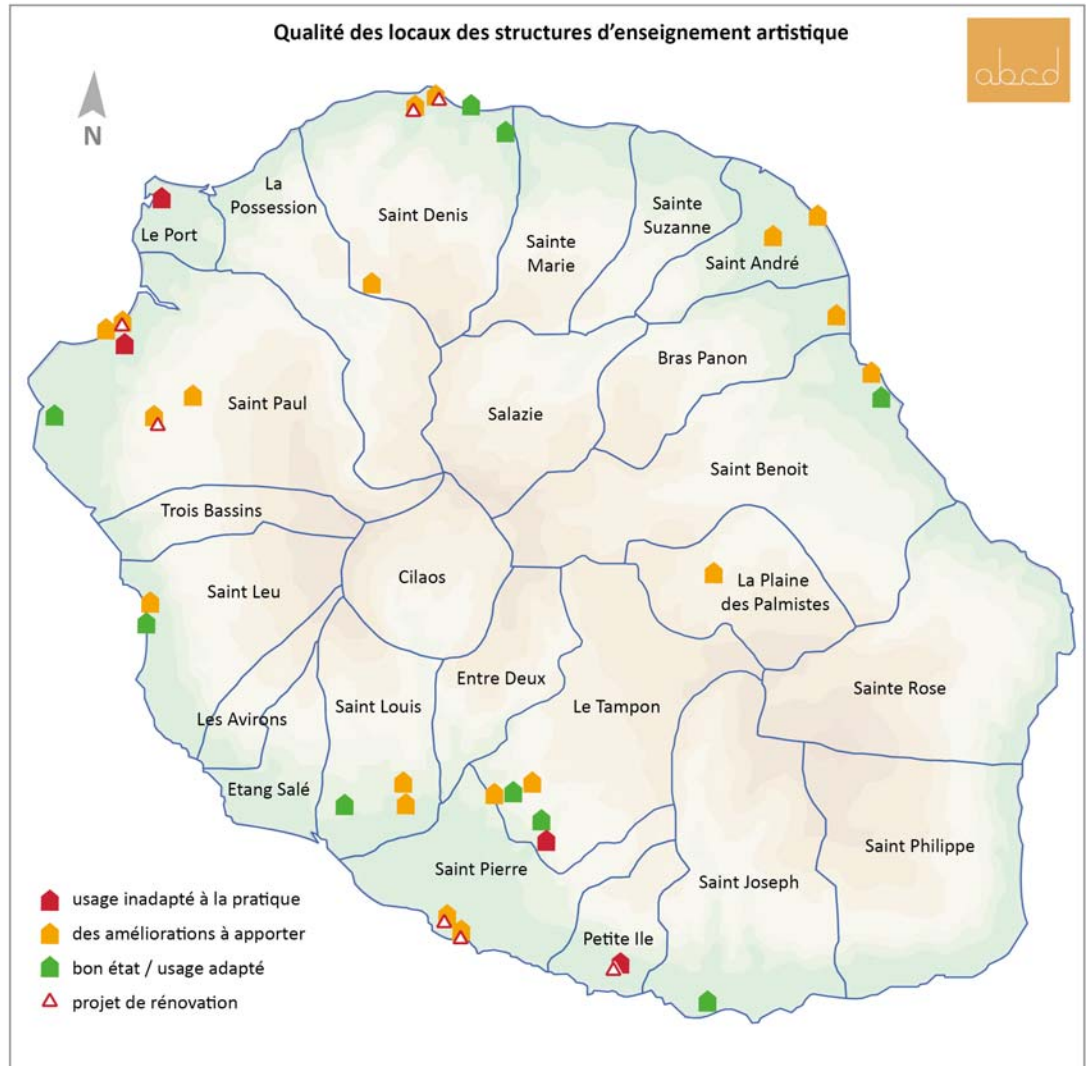
surtout sur des communes de taille importante qui ne proposent pas d'offre municipale (le Tampon, Sainte Marie, Saint Leu...).

- A noter deux ou trois structures de statuts associatifs très fortement financées par certaines municipalités, comme l'école de St Joseph, le Village Titan ou certaines MJC, mais ces cas restent minoritaires.
- Les structures associatives assurent avant tout leur fonctionnement par les recettes propres (droits d'inscription) ce qui explique en partie les **tarifs élevés** qui sont observés (plus de la moitié des structures ont des tarifs annuels supérieurs à 400 €, alors que les structures en régie municipale ou régionale proposent des tarifs plus abordables, avec pour certaines une variation des tarifs selon les revenus des familles.

Une part d'enseignants diplômés en progression mais encore minoritaire

- Sur les 339 enseignants recensés dans les structures interrogées, **42% sont diplômés** (diplômes nationaux de pédagogie, sauf pour les arts plastiques). On note une certaine confusion entre les diplômes validant un cursus artistique (de type DEM) et les diplômes pédagogiques, moins nombreux à la Réunion.
- La **part des enseignants diplômés a augmenté ces dernières années**, avec un effort particulier sur l'accompagnement à la professionnalisation des enseignants, y compris avec l'organisation de certains examens à la Réunion (par exemple pour le DE jazz en musique avec une possibilité de préparer et de passer le DE jazz à la Réunion, qui a été préparé par 14 candidats, parmi lesquels 6 ont été diplômés). Un effort particulier avait également été mené pour accompagner la formation en métropole de musiciens intervenants en milieu scolaire (dits dumistes du nom du diplôme DUMI), mais la plupart d'entre eux n'a pas trouvé de poste de dumiste (faible création de postes par les collectivités), et pour certains sont aujourd'hui enseignants dans des écoles de musique associatives.
- A noter enfin que sur les fonctions administratives, il n'existe pas toujours de poste dédié pour la gestion de l'école, et, lorsqu'il existe, un besoin de formation des agents en question a été signalé par plusieurs structures.

Des locaux nécessitant d'importants travaux de réhabilitation pour améliorer les conditions d'enseignement

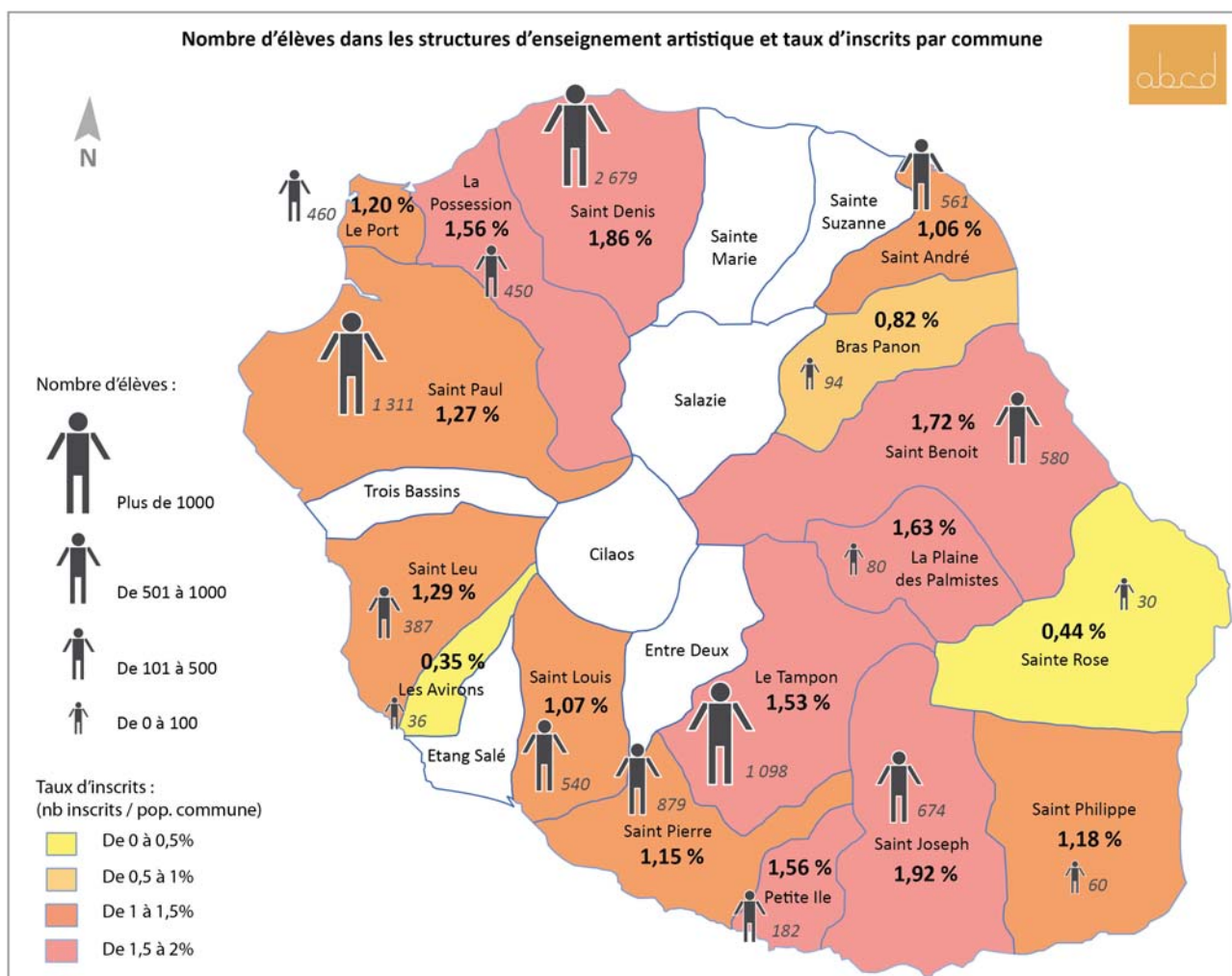


NB : Ont été cartographiées sur cette carte uniquement les écoles qui ont été visitées par l'équipe d'ABCD

- **25% des écoles visitées présentaient des conditions d'enseignement adaptées.** Un effort particulier d'aménagement de salles de danse adaptées a ainsi pu être relevé depuis quelques années.
- En revanche, **plus de 60% des écoles visitées présentaient des faiblesses majeures** en terme de condition d'accueil d'élèves : salles aux dimensions insuffisantes pour les pratiques collectives, absence d'isolation acoustique, faiblesse de la ventilation des salles, salles de cours en nombre insuffisant, absence d'espace de diffusion pour les auditions et autres représentations publiques de travaux d'élèves, ...
- Enfin **plus de 12% ont des locaux clairement inadaptés** à leur usage d'enseignement artistique ou des conditions d'occupation précaires qui fragilisent la pérennité de l'activité.
- **20% des écoles devraient bénéficier de locaux rénovés** ou de nouveaux locaux à court ou moyen terme. On note également le projet de création d'école avec des locaux neufs à Ste Marie, ainsi que les projets de rénovation de locaux pour trois des quatre sites du CRR (le site de St Benoit a rouvert en 2007).

B – Le public touché

- Près de **9 900 élèves** fréquentent les structures d'enseignement artistique recensées dans le cadre de l'état des lieux, soit **1,15%** de la population du territoire. Au niveau national, il n'existe pas de données de références précises concernant la population touchée par l'enseignement artistique. Cependant, dans les territoires qui ont réalisé des états des lieux de l'enseignement artistique, on trouve plutôt des taux d'inscrits de l'ordre de 1,5 à 2% de la population d'un territoire, et de 7,5% de la population scolarisée³. Si on regarde ce ratio pour la Réunion, il est seulement de **4,7% de la population scolarisée**. Il y a donc un retard certain dans la part de population touchée par l'enseignement artistique à la Réunion.
- Quand on observe les populations touchées par commune, on observe des **variations** non négligeables d'une commune à l'autre, avec des manques importants sur des communes comportant une part conséquente de population (Ste Marie, Ste Suzanne, ...), même si certains projets en cours devraient permettre d'accueillir de nouveaux élèves.



³ Source : schéma départemental Bas Rhin

- A noter une certaine mobilité des populations de communes ne disposant pas d'offre d'enseignement artistique vers les communes en proposant (par exemple des communes de Trois Bassins vers St Paul ou St Leu, de Cilaos vers St Louis...), qui correspondent notamment à des circulations des populations scolaires pour aller vers un collège ou un lycée.
- Le nombre d'élèves inscrits ne permet pas de faire la distinction au sein d'une même commune entre les « Hauts » et les « Bas », mais les **difficultés de circulation** au sein d'une même commune sont également importantes, d'autant plus pour la majorité des élèves, mineurs et non motorisés, dépendant souvent de la capacité des parents à les amener dans les lieux d'enseignement.
- **Près d'une structure sur deux** fait part de listes d'attentes, parfois importantes, ce qui confirme cette difficulté d'adéquation entre l'offre d'enseignement et la demande de la population.
- Les tarifs proposés sont **variables d'un établissement à l'autre**, mais souvent élevés (plus de la moitié des structures interrogées ont des tarifs supérieurs à 400 €/par an), notamment en ce qui concerne la musique (la danse, avec des cours collectifs, est en effet souvent moins onéreuse), représentant ainsi un frein conséquent d'accès à l'offre pour toute la population.
- Lorsqu'on observe le public du CRR, qui propose des tarifs selon les revenus familiaux (plein tarif, demi-tarif ou exonération), on voit que **20% des élèves sont exonérés**, et près de 10% paient le demi-tarif. Lorsque l'exonération existe, on voit donc qu'accède à l'offre une population aux revenus modestes (inférieurs au SMIC) qui ne pourrait sans doute pas payer des droits de scolarité de 300 à 400 €/par an.

C – La structuration territoriale

- Des fédérations régionales existent en musique et en danse (elles poursuivent des objectifs différents). Les fédérations en musique et danse sont surtout organisées autour de projets d'examens, de concours, ou des orchestres à l'école.
- De manière générale, malgré ces fédérations régionales en musique et en danse, **les structures d'enseignement artistique se connaissent peu entre elles**, y compris à l'échelle d'une même commune.
- Le **Conservatoire à Rayonnement Régional n'a jusqu'à présent pas joué de rôle de structure fédératrice à l'échelon régional**, ni non plus à travers chacun de ses sites sur les quatre communes d'implantation. Les partenariats qui ont pu être menés avec d'autres structures d'enseignement artistique restent ponctuels. A noter qu'un travail est en cours afin de développer des partenariats sur certains projets.
- Un réel travail de mise en relation des structures entre elles reste à effectuer, à la fois pour assurer les **passerelles** entre les offres pour les élèves, pour travailler à des propositions communes (par exemple lors de master classes, de rencontres avec des artistes), et en terme de formation continue des enseignants (sessions de formation communes mais également diffusion des pratiques pédagogiques innovantes).

II. 2 Musique

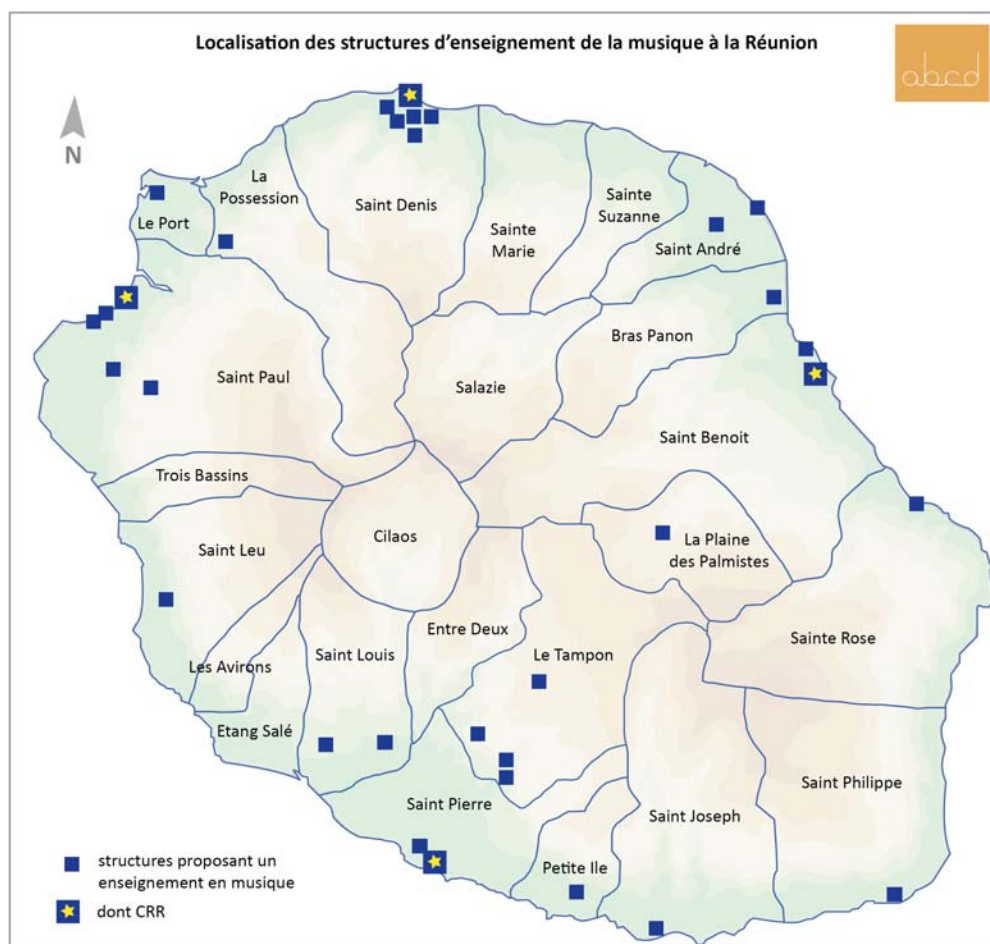
Le champ musical est indéniablement le secteur qui bénéficie d'une offre en enseignement artistique la plus importante avec la danse. Représentatif du dynamisme des pratiques musicales à la Réunion, l'enseignement de la musique est présent sur l'ensemble du territoire et touche une large population.

Porté par des structures aux statuts divers, l'enseignement de la musique connaît cependant une réelle fragilité dans ses structures. Les établissements sont en effet parfois précaires dans leurs financements, les enseignants dotés de statuts non pérennes, les locaux exigus, et les capacités à élargir les publics par une politique tarifaire incitative ou des interventions en milieu scolaire restent limitées. Enfin, leur répartition sur le territoire reste inégale et ne permet pas à l'ensemble de la population d'accéder à une offre d'enseignement musical dans des conditions satisfaisantes.

A – L'offre en enseignement musical

Sur le recensement réalisé dans la phase d'état des lieux, nous avons plus particulièrement réalisé l'observation d'un panel de 25 structures représentatives de l'offre tant dans sa typologie que dans sa localisation territoriale.

Une offre importante mais insuffisante et inégalement répartie sur le territoire



- 25 propositions d'enseignement musical réparties sur 16 communes, il s'agit de la discipline la plus présente sur l'Ile en terme d'enseignement artistique.
- En nombre d'heures enseignées, cela représente 2 876h soit **80 %** des 3 538 heures d'enseignement recensées au total.
- 40% des structures observées proposent uniquement un enseignement musical, 60% proposent également de la danse, du théâtre voire des arts plastiques comme les MJC.
- On observe **une offre quasi inexistante dans la moitié des communes de moins de 15 000 habitants et une réelle difficulté à proposer une offre sur les « Hauts »** sur chaque commune, liée à l'étendue de certaines communes et aux contraintes de temps de déplacement pour des enseignants. Les populations situées sur les hauteurs des communes bénéficient ainsi d'un service de moindre proximité (comme c'est le cas pour d'autres services publics), avec des contraintes de déplacement vers les établissements d'enseignement artistique fortes, pouvant représenter un frein réel à l'inscription dans une école de musique.
- Le maillage territorial nous semble donc **insuffisant** en nombre de structures (même en tenant compte de l'offre moins visible de cours privés ou de pratiques musicales dans des structures telles que les cases) au regard de la population et des listes d'attente des structures, ainsi que dans sa répartition territoriale (au sein d'une même commune et à l'échelle de l'ensemble de l'Ile).

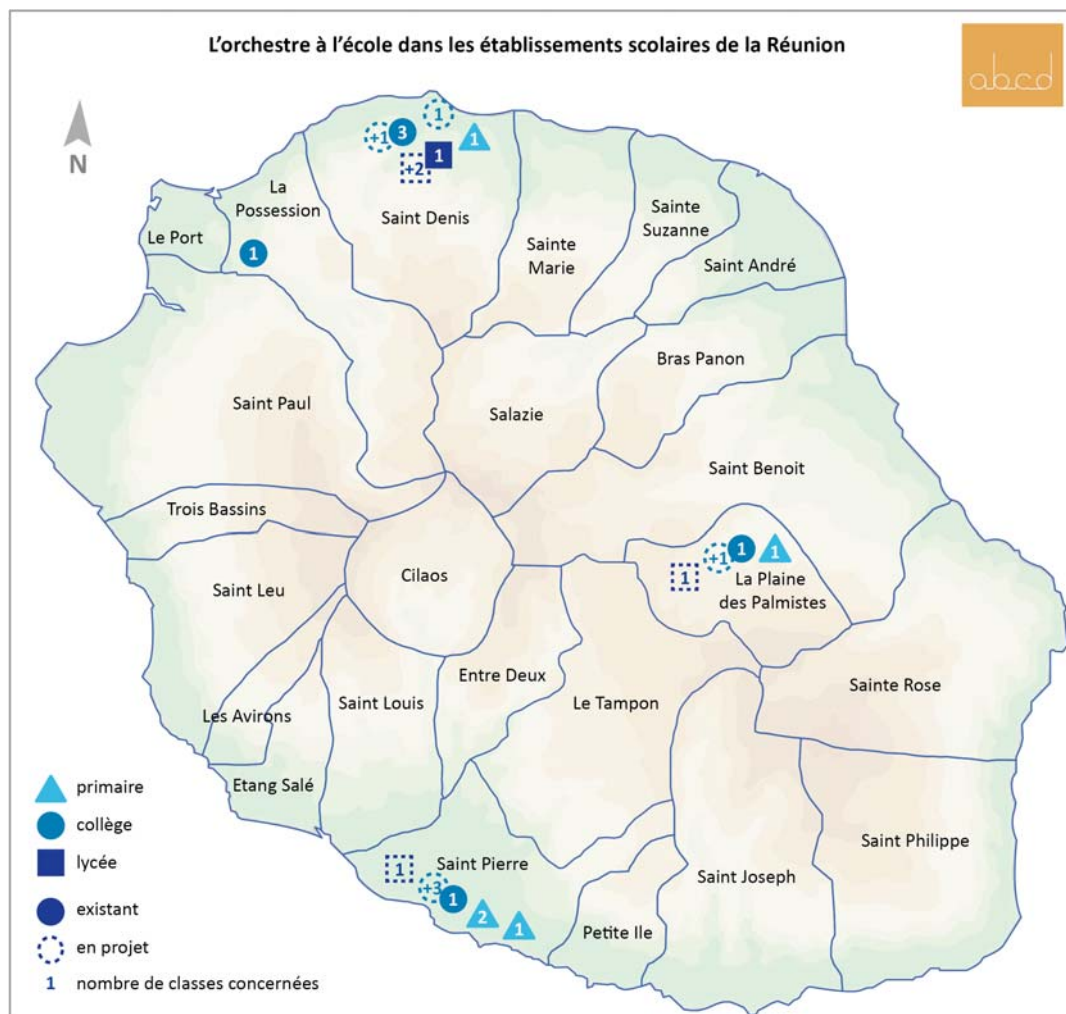
La musique très présente en milieu scolaire

- Environ 40% des structures interrogées déclarent mener des interventions en milieu scolaire, souvent sur la base de leur convention avec leur commune d'implantation ou les autres institutions publiques (collectivités ou Etat). La plupart des interventions en milieu scolaire prennent la forme de projets de plus ou moins longue durée. Contrairement à ce qu'on peut observer en métropole, peu d'interventions en milieu scolaire sont structurées à l'année via l'intervention de musiciens spécialisés (les dumistes).
- Parmi les dispositifs d'enseignements artistiques en milieu scolaire, la musique domine avec dans les lycées 6 enseignements facultatifs, 1 enseignement de spécialité ; dans des collèges et écoles primaires, 13 orchestres et 1 classe à horaires aménagés (CHAM).
- Les projets artistiques en milieu scolaires sont (après le cinéma, le livre et l'écrit) majoritairement en musique pour le 1^{er} degré (108 projets musique sur 127 projets musique, danse, théâtre, arts plastiques) et plus équilibré entre les disciplines en 2nd (où de manière générale le cinéma domine).
- Des projets sont prévus à court terme pour les prochaines années scolaires : orchestres à l'école et également des CHAM qui seraient portées par le CRR.

Les orchestres à l'école portés par la Fédération Musicale de la Réunion (FMR)

Au niveau national, cette opération a été initiée par la Chambre syndicale de facture instrumentale et relayée par les rectorats et inspections académiques. Le label "orchestre à l'école" existe depuis 1999 et une association fédérant l'ensemble des orchestres a été créée en 2008. Aujourd'hui, 720 classes participent à des orchestres à l'école en France.

C'est à partir de 2007 que des orchestres à l'école et au collège ont vu le jour à la Réunion. On en compte aujourd'hui 12 soit deux fois plus que ce que l'on observe dans des régions de taille proche (en terme de poids de population) telles que le Limousin ou la Franche Comté. Le mouvement de création des orchestres est toujours en marche avec de nouveaux projets à St Denis.



Plusieurs types d'orchestres ont été créés sur le territoire dans des écoles primaires, des collèges et pour la première fois en 2011 dans un lycée :

- des harmonies,
- orchestres à cordes,
- ensembles de cuivres,
- orchestre d'accordéons clavier et percussions,
- un brass band (à venir).

Ces orchestres ont été localisés prioritairement dans des quartiers ou communes sur lesquels l'accès à l'enseignement artistique est plus difficile : population plus défavorisée, offre d'enseignement musical limitée à proximité... Ayant lieu sur le temps scolaire avec une participation des familles qui repose sur l'engagement des parents et des enfants à prendre soin de leur instrument qui est prêté pendant les 4 ans de l'orchestre pour un élève de 6^{ème} ou de CE1, les freins que l'on a pu constater par ailleurs par la question du coût d'achat d'un instrument sont ici levés. D'après la FMR, on observe dans la typologie des élèves concernés une certaine mixité des populations avec une majorité d'enfants qui n'avaient jamais eu de pratique musicale et qui n'ont pas les moyens d'acheter un instrument.

Selon l'ambition du projet, un « orchestre à l'école » coûte entre 15 et 28 000 € coût porté conjointement par les collectivités, le rectorat et des mécènes.

Des structures majoritairement associatives, un secteur fragile

- à **70%**, l'offre d'enseignement musical est portée par des **associations**, 20% sont en régie directe (portage communal pour St Denis, Petite Ile, St Louis, St Pierre et St Paul ou régional pour le CRR), 10 % sont des entreprises ou coopératives.
- Au plan national, les associations sont également assez nombreuses et parfois plus nombreuses que l'offre publique des écoles municipales et intercommunales mais à la Réunion, l'offre associative est quelque peu surreprésentée.
- Des créations récentes d'écoles de musique mais également beaucoup de structures fermées (pour des raisons variées) illustrent un secteur en mouvement (avec une réelle difficulté d'identifier l'offre existante y compris par les acteurs de terrain) et **assez fragile**.
- Une faible implication des communes dans l'offre musicale, qu'elle subventionne néanmoins mais souvent sur une part budgétaire inférieure aux cotisations des élèves.
- On observe des prémices de l'implication de l'intercommunalité dans l'enseignement artistique pour deux intercommunalités sur cinq.

Une diversité des instruments relative et des pratiques collectives très présentes

- En régie directe Région, le CRR est la seule structure agréée de la Réunion et propose un cursus du 1^{er} au 3^{ème} cycle. Avec 31 disciplines enseignées, certains instruments ne sont enseignés qu'au CRR.
- En ce qui concerne les autres structures, comme on peut l'observer de manière générale en France, piano et guitare dominent dans l'offre et surtout la demande (l'un et l'autre étant très liées dans un contexte associatif où la demande guide l'offre, dépendante des cotisations des élèves).
- 16 structures sur 25 proposent toutefois plus de 6 disciplines, ce qui illustre la volonté des structures de faire découvrir d'autres instruments que le piano et la guitare, et d'élargir les propositions.
- Malgré la prédominance de certains instruments, le "jouer ensemble" caractérise vraiment l'offre de la Réunion : à 80% les structures observées affirment proposer des pratiques collectives.
- **Plus de la moitié des structures recensées proposent une pratique de la musique traditionnelle**, généralement via les percussions. Cette pratique est très présente au CRR, puisque 21% des élèves en musique suivent des cours en musiques traditionnelles (soit 221 élèves pour l'année scolaire 2011-2012).
- La notion de cursus (de progressivité dans l'enseignement, des groupes par niveau, des évaluations pour certaines dans le cadre de la FEM) est présente pour la moitié des structures observées. Certaines écoles intègrent dans leur démarche la préparation à l'entrée au CRR en 1^{er} et 2nd cycle comme une continuité de leur enseignement.



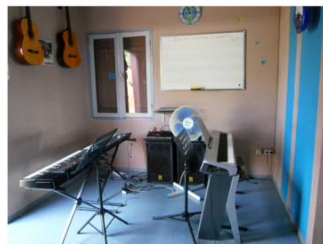
Importance de l'enseignement en percussions traditionnelles

Un nombre important d'enseignants sur l'île et une demande forte de formation

- Environ 250 professeurs (certains étant comptés deux fois car intervenant dans deux écoles) enseignant une pratique musicale ont été recensés dans le cadre de ce diagnostic.
- Moins de la moitié des enseignants sont titulaires d'un diplôme en pédagogie musicale (DE, DUMI...).
- Par contre, parmi les enseignants, la majorité sont diplômés de pratiques musicales (DEM du CRR ou de conservatoires de métropole) ou autodidactes notamment pour l'enseignement des musiques traditionnelles pour lequel le diplôme n'a été mis en place que très récemment au niveau national.
- Parmi les personnes interrogées, nous avons rencontré de nombreux enseignants et directeur(ice)s de structures en demande de formation continue très forte (y compris pour les enseignants ayant un DE).

Des locaux globalement peu adaptés

- Sur le panel de structures dont les locaux ont été visités, 80% souffrent de locaux peu adaptés ou vraiment vétustes pour 10% d'entre elles.
- Des projets de rénovation sont actés pour trois sites du CRR (St Denis, St Paul, St Pierre pour la danse et l'art dramatique), le site de St Benoît disposant de locaux neufs depuis 2007.
- Parmi les difficultés rencontrées sur les locaux, on relève en majorité d'importantes difficultés d'insonorisation et de climatisation, ainsi qu'un manque d'espaces adaptés pour les pratiques collectives et les petites formes de diffusion (présentation de travaux d'élèves et d'enseignants).
- Certaines structures étant hébergées par d'autres équipements culturels, elles rencontrent des difficultés de stabilité et de pérennisation de l'activité à cause de locaux dont elles ne disposent pas en permanence ou de façon continue sur l'ensemble d'une année scolaire.



Des locaux peu adaptés aux pratiques collectives et aux percussions

B – Le public touché

Le plus grand nombre d'élèves recensés pratique la musique et un potentiel de développement du nombre d'élèves en musique très important

- **Quasiment 6 000 élèves** (à 75% des enfants) sont recensés dans les structures d'enseignement artistique soit 56% des élèves en enseignement artistique.
- L'offre est très **saturée** avec des listes d'attente fréquentes et importantes (entre 50 et 100 élèves) dans de nombreuses structures, signe d'une réelle difficulté de l'offre à répondre à une demande forte.

Des freins importants à la pratique musicale et notamment instrumentale

- Des **tarifs assez élevés** : sur les 23 structures qui ont communiqué leurs tarifs, 11 sont considérés comme très élevés (plus de 400 euros par an). Les budgets de ces structures (privées, associatives et une en régie directe) reposent majoritairement sur les recettes propres et donc les cotisations.
- Les structures les plus abordables pour le public sont majoritairement gérées en régie directe (commune ou région). Quand il s'agit d'associations, elles sont soit mieux subventionnées soit sur une offre réduite d'une demi heure de cours par exemple. Les tarifs les plus abordables sont proposés en fonction des revenus des familles (quotient familial), presque uniquement dans des écoles municipales (ainsi que le CRR).
- Le CRR est une des structures les **plus accessibles financièrement** ce qui oriente sûrement le choix de certaines familles et explique en partie (outre la forte reconnaissance de la qualité du parcours pédagogique, la visibilité et la diversité de l'offre du CRR) la forte affluence au moment des inscriptions (par exemple à la rentrée de septembre 2011, le CRR a reçu environ 1 400 demandes pour 550 nouveaux inscrits toutes disciplines confondues).
- **L'achat d'un instrument** est généralement un frein à la pratique instrumentale. Or très peu de structures à la Réunion proposent un parc d'instruments en prêt. Sur chacun de ses sites, le CRR propose en location des instruments (entre 10 et 50 instruments par site).

Le développement de la **musique à l'école** peut avoir un effet compensatoire mais malgré le volume de projets (orchestres à l'école, projets artistiques...) cet effet reste partiel et ne peut compenser une demande forte qui ne trouve pas toujours de réponse dans l'offre existante.

C – La structuration territoriale

- Au niveau régional, il existe depuis 2001 la **Fédération Musicale de la Réunion** (FMR) affiliée à la Confédération Musicale de France (CMF). La FMR compte 25 associations, des personnalités individuelles et deux groupes adhérents. Présente sur les orchestres à l'école, la FMR travaille également à fédérer les structures de pratiques musicales (certaines écoles, des chœurs, des orchestres amateurs...) et à favoriser les échanges et le travail en réseau de ses adhérents.
- Notons également que le Pôle Régional des Musiques Actuelles (PRMA) joue un rôle fédérateur sur le volet musiques actuelles en tant que lieu ressources et pour son rôle dans le champ de la formation (stages, ateliers, masterclass...).
- Malgré la présence de ces deux entités, les notions de **réseau et coopération** sont ressenties comme une **faiblesse** par les structures rencontrées. Même sur des échelles territoriales moins grandes que l'ensemble de l'île (communes ou bassins de vie), les structures d'enseignement musical sont souvent isolées, se connaissent mal et n'ont pas développé des pratiques abouties de coopération. Ce constat n'est pas propre au secteur de l'enseignement musical et se retrouve sur l'ensemble de l'enseignement artistique à la Réunion, toutes disciplines confondues. Pourtant, des **attentes** de mise en réseau et de travail plus coopératif ont été exprimées à plusieurs reprises lors de nos entretiens.

II. 3 Danse

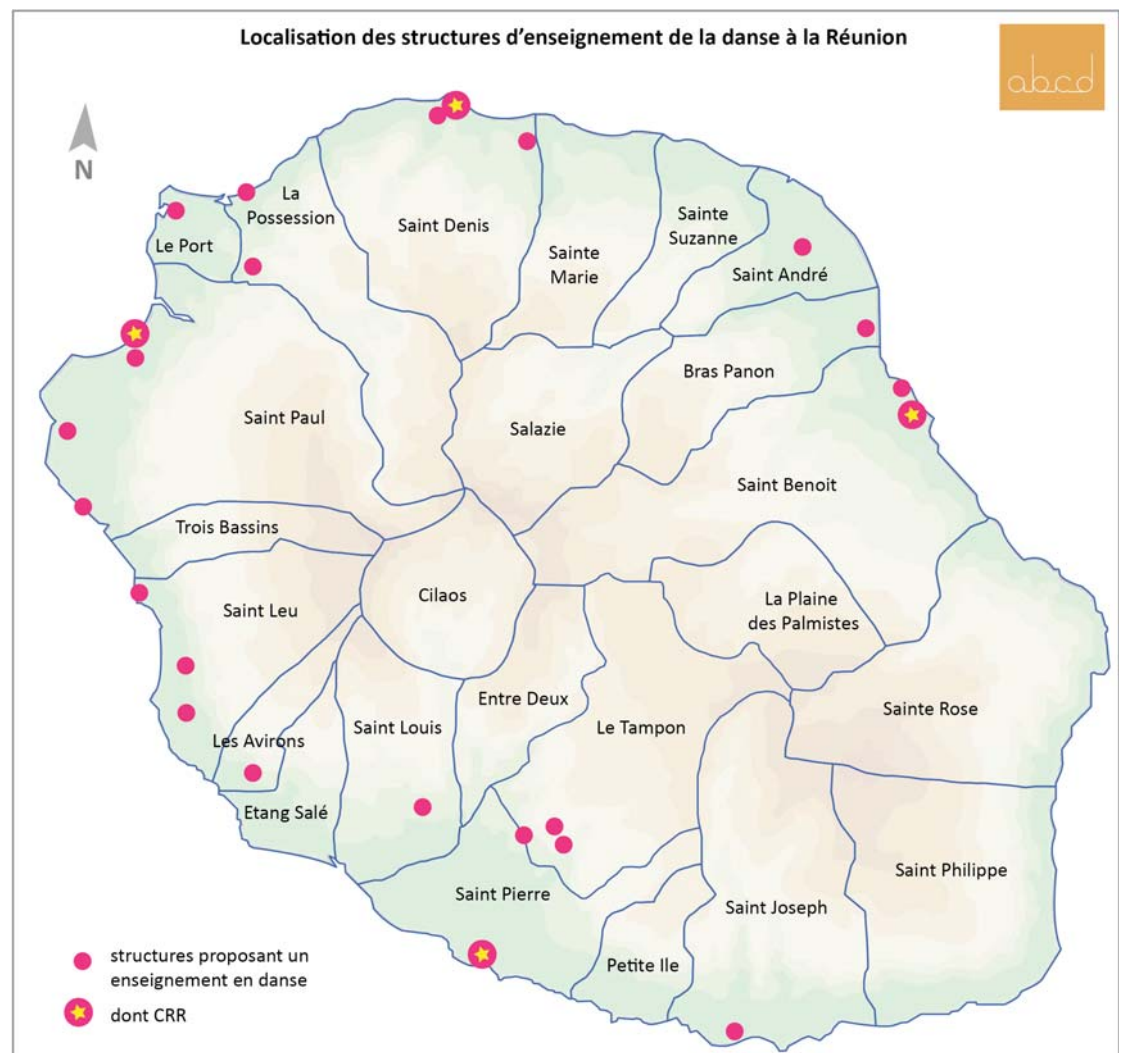
L'enseignement en danse touche un nombre important d'élèves à la Réunion, avec des disciplines chorégraphiques très diverses, de la danse classique aux danses traditionnelles ou aux danses de salon. Ces dernières étant rattachées traditionnellement au Ministère des Sports, avec une organisation relativement différente de l'enseignement en danse classique, moderne, jazz et contemporaine, elles ont été exclues de cette analyse.

Les structures privées jouent un rôle important dans l'offre existante, avec une organisation qui est ancienne et très implantée sur le territoire. Des offres publiques ont été développées ces dernières années, mais elles restent encore moindres par rapport à l'enseignement musical.

A – L'offre en enseignement de la danse

Sur le recensement réalisé dans la phase d'état des lieux, nous avons plus particulièrement réalisé l'observation d'un panel de 21 structures représentatives de l'offre tant dans sa typologie que dans sa localisation territoriale.

Une plus grande faiblesse de l'offre à l'est et au sud de l'île



- L'offre est aujourd'hui inégalement répartie avec des zones dépourvues d'offre (sud est, centre), et une offre plus forte à l'ouest qui sera renforcée par le nouveau projet de CRR à St Paul, et au sud par le pôle danse et art dramatique à St Pierre.
- Malgré la création récente de structures privées, le nombre de structures d'enseignement ne semble pas satisfaire toutes les demandes (des listes d'attente non négligeables ont été signalées par la majorité des structures interrogées).
- En nombre d'heures enseignées, la danse avec 515h représente, dans le total des heures d'enseignement, une part beaucoup plus faible (15%) que la musique puisqu'elle repose sur un apprentissage systématiquement collectif (10 à 15 élèves pour 1 heure de cours contre 3 fois moins pour un cours de musique). On retrouve donc un décalage entre la part du nombre d'heures d'enseignement en danse par rapport au nombre d'heure d'enseignement toutes disciplines confondues (15%) et la part des élèves en danse (36% des élèves recensés).

La danse peu présente dans les projets des établissements scolaires

- En milieu scolaire, que ce soit pour les enseignements artistiques ou les projets artistiques, la **danse est peu représentée** : 2 enseignements facultatifs (sur 34), aucun enseignement de spécialité, aucune CHAD (classes à horaires aménagées danse), 10 projets artistiques danse dans le 1^{er} degré (sur 468) et 15 dans le 2nd degré (sur 344).
- 30% des structures interrogées interviennent en milieu scolaire sur des projets validés et financés par le Rectorat et la DAC OI, ce qui reste logique dans un contexte insulaire où les mêmes référents se retrouvent parmi les compagnies, les enseignants danse, les intervenants en milieu scolaire.

Un secteur porté par les associations et des entreprises mais moins fragile que la musique

- **62 % d'association, 23% d'entreprises** et 15 % de régie directe dans les structures observées.
- Au niveau national, les écoles de danse sont à 80 % associatives. Ce qui est plus atypique à la Réunion est donc **la part des entreprises** déclarées.
- Une économie moins fragile que la musique (caractère collectif des cours et moindre coûts pédagogiques à supporter pour la structure) et donc plus facilement viable d'un point de vue commercial.

Une offre avant tout de loisirs dans une logique de réponse à la demande

- L'offre de danse présente une assez **grande diversité** dans les esthétiques proposées avec toutefois une proposition quasi systématique du classique et du jazz.
- L'offre en **danse contemporaine** connaît un développement récent qui semble s'expliquer par l'émergence récente de compagnies professionnelles de danse contemporaine sur l'île.
- Un contexte spécifique à la Réunion avec une offre de **danse indienne** très forte (toute l'offre n'a pas pu être recensée dans le cadre de cette mission mais les différents échanges nous l'ont confirmé).
- Les **pratiques urbaines** sont de plus en plus présentes avec une ouverture au hip hop de plus en plus fréquente dans les offres de danse et un lien entre ces pratiques et des manifestations comme en 2012 le Big Up.
- Les danses traditionnelles réunionnaises telles que le **Maloya et le séga** sont moins présentes dans les propositions que ce que l'on a pu observer en musique.

- Une **pratique amateur et de loisirs** (des cours de niveaux mais peu de cursus sanctionnés par des examens sauf le CRR, l'école Loulou Pitou à St Denis...) domine l'ensemble de l'offre où émergent toutefois des parcours pré professionnels ou des préparations aux concours d'entrée d'écoles professionnelles (CRR, Institut Ismaël Aboudou, Centre Chantal Brown, Le Hangar-Danses en l'R...).

Les enseignants et leur formation

- Les 2/3 des structures ont des enseignants diplômés (DE, dispense DAC, brevet d'état) notamment en classique et jazz (notons l'absence de diplômes au niveau national dans les disciplines traditionnelles).
- Il existe un lien réel entre les structures d'enseignement et les compagnies de danse présentes sur l'île qui pour la plupart propose des cours à l'année ou de façon ponctuelle sous forme de stages.
- Comme pour la musique, les structures expriment des demandes fortes de formation continue

Des locaux globalement peu adaptés et nécessitant une rapide mise aux normes

- Certes des **bâtiments récents** et aux normes en terme d'équipement (notamment plancher danse) ont pu être visités et on constate sur notre panel une part de structures dotées de locaux satisfaisants plus élevée qu'en musique.
- Cependant, les locaux non récents sont plus problématiques que pour la pratique musicale notamment en terme de sécurité de l'activité compte tenu de la **non adaptation des planchers à la pratique de la danse** (sols généralement trop durs). En cela, les **salles de danse ne respectant pas les normes nationales devraient être systématiquement rénovées et mises aux normes**, la responsabilité des propriétaires des locaux (commune, association, entreprise) étant engagée en cas de non respect de ces normes.



Salle de danse aux normes



Salles de danse nécessitant une remise aux normes

B – Le public touché

Après la musique, la deuxième pratique artistique sur l'île est la danse

- Près de 3 300 élèves en danse ont été recensés, soit 150 élèves en moyenne par structure proposant de la danse, avec des écarts allant de 30 à 745 élèves.
- Une moyenne qui situe la Réunion dans ce que l'on observe habituellement au niveau national en terme de nombre d'élèves par structure.
- La danse est une pratique plus accessible financièrement que la musique par des coûts d'inscription annuels en moyenne inférieurs à l'offre musicale et par l'absence de nécessité d'achats d'instruments onéreux.

C – La structuration territoriale

- De nombreuses structures ont fait part des liens informels entre les enseignants qui exercent souvent dans différentes structures.
- Comme en musique, on constate un certain isolement des structures ; cependant certaines se connaissent quand elles travaillent sur les mêmes esthétiques.
- La Fédération Régionale de Danse compte 11 structures et des professeurs adhérents ; elle organise des stages, un concours régional et la préparation à des concours nationaux généralement en danse classique (réservés à une partie de la population car assez onéreux).

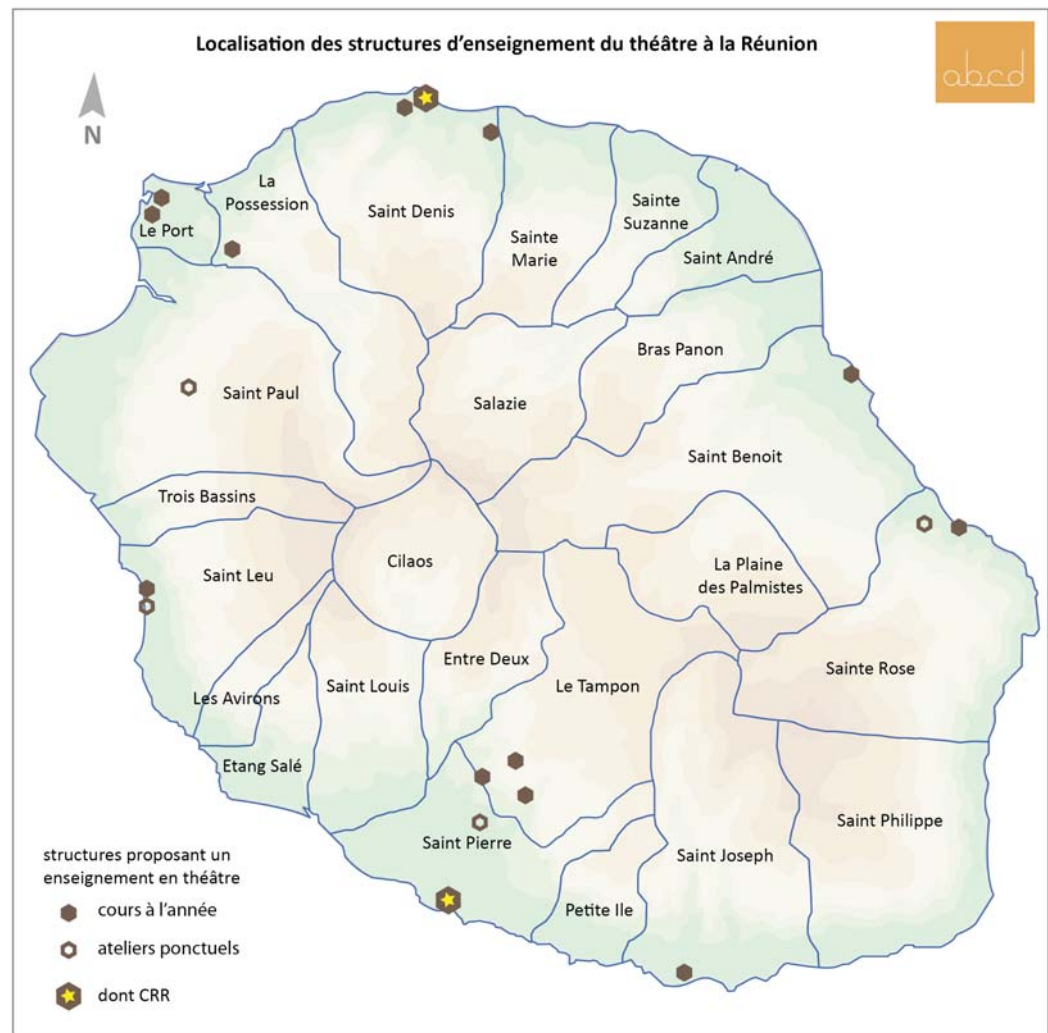
II. 4 Théâtre et arts du cirque

Au plan national l'enseignement du théâtre est le moins développé des enseignements artistiques, constat qu'on retrouve à la Réunion. Doté d'une organisation pédagogique sensiblement différente des autres secteurs, le nombre d'enseignants de théâtre est en effet très limitée au niveau national, l'enseignement du théâtre étant davantage porté par des structures de diffusion et de création dans le cadre d'ateliers de théâtre animés par des comédiens bénéficiant d'un statut d'intermittent qui limite de par la loi le nombre d'heures d'enseignement.

On retrouve tout à fait ces caractéristiques à la Réunion, où le nombre de structures d'enseignement artistique à proprement parler proposant un cursus en théâtre est très limité, tandis que les propositions d'ateliers théâtre sont multiples au sein des structures de diffusion et de création du territoire, tout comme celles portées par des compagnies.

A – L'offre en enseignement en art dramatique

Une offre d'enseignement limitée sur le territoire et concentrée sur les communes les plus importantes en nombre d'habitants



- 16 propositions d'enseignement du théâtre (hors temps scolaire) recensés sur l'Ile, concentrés sur 9 communes qui sont les plus importantes en terme de population.
- Parmi ces 16 lieux d'enseignement, un quart ne propose que des cours ponctuels sous forme de stage, notamment certains lieux de diffusion comme le Séchoir ou le Théâtre des Alberts.
- En nombre d'heures d'enseignement par semaine, cela représente 86h, à rapprocher des 3 438h recensées toutes disciplines confondues, soit 2,5% de l'offre en heure d'enseignement.
- Plus de la moitié de ces structures proposent uniquement un enseignement du théâtre, 45% sont des structures proposant également un enseignement en musique et danse.
- A noter également des ateliers du spectateur qui n'ont pas été pris en compte dans ce recensement puisqu'il ne s'agit pas de pratique artistique à proprement parler. Par exemple on peut citer l'atelier du spectateur proposé par le CDOI en lien avec le cycle d'enseignement en art dramatique du CRR (pour les adultes), ainsi que les propositions du CDOI de découverte de l'ensemble des métiers du théâtre pour les publics scolaires et le tout public sous forme de rencontres et d'expositions (par exemple autour du costume, du décor, ...).

Des interventions théâtre en milieu scolaire importantes

- Historiquement l'activité théâtrale est importante au sein de l'Education nationale, où elle a été développée avant les pratiques musicales et de danse, par différents biais, mais notamment les cours de français et de lettres.
- On retrouve à la Réunion comme au niveau national une activité importante d'enseignement du théâtre en milieu scolaire : 11 établissements concernés par des projets théâtre à l'année pour 2011-2012 (données rectorat) dans les collèges et lycées (sous forme d'enseignement facultatif ou de spécialité), près de 200 demandes de projets théâtre ponctuels sur le primaire et secondaire sur l'ensemble de l'Ile (36 projets retenus).

Des structures en très grande majorité dotée d'un statut associatif

- Des structures d'enseignement en très grande majorité de statut associatif (à 81%), proportion similaire à celle recensée dans d'autres départements en France (par exemple la Gironde). A la Réunion, cette part très majoritaire du statut associatif est liée au fait que souvent la structure d'enseignement est également une structure de diffusion (5 structures), ou une compagnie de théâtre (3 structures).
- Uniquement deux structures en régie directe proposent une offre d'enseignement théâtre : Loulou Pitou à St Denis et le CRR pour les sites de St Denis et St Pierre. Une offre d'enseignement en théâtre a été proposée par le CRR pendant quelques années à St Benoît mais a été arrêtée faute de participants, le travail de relais sur le territoire ayant pu difficilement être mené par l'enseignant en art dramatique du CRR intervenant déjà sur les deux sites de St Denis et St Pierre.

Peu de cursus théâtre à proprement parler

- Seul le CRR propose un cursus théâtre tel que défini au niveau national par le Ministère de la Culture. Ce cursus a été mis en place après l'offre d'enseignement en musique et en danse, puisqu'il a été proposé à partir de 1997.

- Certaines structures développent depuis peu de temps et progressivement l'enseignement de l'art dramatique, partant de l'initiation et souhaitent développer une offre sous forme de cursus.
- On trouve uniquement des cours de jeu d'acteur dans presque toutes les structures, sauf au CRR qui propose dans le cadre du cursus une réflexion sur la dramaturgie, travaille sur la connaissance des auteurs. Le CRR offre la possibilité de travailler la mise en scène mais cet enseignement dépend des demandes des élèves.
- A noter par ailleurs les offres de formation à destination des professionnels développées par les structures de création et de diffusion du territoire, comme ce qui était proposé par le CDOI dans le cadre de sa mission de centre de formation.

Des profils d'intervenants variés

- Ont été recensés dans les structures interrogées 2 enseignants titulaires du DE théâtre, ainsi qu'un enseignant en cours d'obtention du DE. On retrouve là la rareté des titulaires du DE au niveau national (peu d'organisation d'examens de DE ces dernières années au niveau national, avec une absence d'examens organisés entre 1993 et 2005).
- Des comédiens professionnels interviennent dans plus d'un tiers des structures interrogées, sous le régime de l'intermittence du spectacle. Cela est logique lorsqu'il s'agit d'ateliers ponctuels proposés par exemple par une structure de diffusion, mais dans le cadre de cours à l'année, ce statut limite de fait le nombre d'heures d'enseignement par an (55h par an). Certains de ces enseignants qui ont été interrogés déplorent cette limitation d'heure qui limite leur possibilité de développer une offre d'enseignement plus importante.

Des locaux souvent partagés avec l'enseignement d'autres disciplines ou avec la fonction de diffusion de spectacles

- Rares sont les cours de théâtre disposant de salles dédiées. Ils utilisent généralement les locaux de type salle de danse ou salle de pratique collective en musique.
- Sont également utilisées les plateaux des salles de diffusion lorsque les cours sont réalisés par des structures gérant un lieu de diffusion, et lorsque le plateau est disponible.
- La moitié des structures pour lesquelles une visite des locaux a été réalisée disposait de locaux adaptés (même si non spécifiquement dédiés), l'autre moitié ayant des besoins importants d'amélioration des locaux d'enseignement. Parmi ceux-ci, deux avaient des projets de rénovation qui devraient à court ou moyen terme permettre d'améliorer nettement les conditions d'enseignement de l'art dramatique.

B – Le public touché

Un nombre d'élèves très restreint sur le territoire

- 421 élèves ont pu être recensés sur les 12 structures proposant des ateliers d'art dramatique à l'année, soit 4,5% des élèves de l'enseignement artistique recensé toutes disciplines confondues (musique, danse, théâtre, arts plastiques).
- Les personnes bénéficiant d'ateliers théâtre ponctuels n'ont quant à eux pas pu être pris en compte, ces ateliers ayant des durées variables, le nombre de leurs participants peuvent difficilement être cumulés.

- La plupart des ateliers de théâtre sont à destination des adolescents (caractéristique qu'on retrouve au niveau national), avec quelques ateliers ouverts aux adultes.
- En ce qui concerne les projets théâtre à l'année au sein d'un établissement du second degré de l'Education nationale, on recensait pour l'année 2012 environ 380 élèves (24 classes ou groupes d'élèves concernés avec des effectifs variables d'un projet à l'autre).
- Soit au total, si on suppose qu'il ne s'agit pas des mêmes élèves, plus de 900 élèves bénéficiant d'un enseignement en théâtre sur l'année à la Réunion. Soit 0,1% de la population. Pour le seul enseignement « hors temps scolaire », on est à 0,05% de la population touchée (cf donnée de 0,2% de la population à desservir inscrite en art dramatique en Gironde).
- Les structures interrogées ne relèvent pas de listes d'attente pour les cours de théâtre, la demande semblant relativement limitée. A pu être évoquée la question d'une relative faible tradition théâtrale à la Réunion, au rôle d'autres formes artistiques autour de la parole comme le conte.

Une tarification variable comme sur les autres disciplines artistiques

- Les tarifs varient fortement d'une structure à l'autre, entre 150 et 400 euros pour l'année. Pour les structures proposant plusieurs disciplines d'enseignement, les tarifs des ateliers théâtre sont souvent moins élevés que pour l'enseignement musical, l'enseignement en art dramatique étant sous forme de cours collectifs et sur un nombre d'heure par semaine moins important.
- A noter la participation financière dans le cadre d'ateliers ponctuels est souvent gratuite, ou à prix modique (5 ou 10 €/par atelier par exemple).
- On note également souvent une variation entre les tarifs des ateliers pour enfants et ceux pour adultes.

C – La structuration territoriale

- Contrairement au secteur de la musique et de la danse, pas de fédération régionale, et globalement faible organisation régionale de l'enseignement en art dramatique.
- La notion de réseau en art dramatique passe surtout par le réseau des salles de diffusion du territoire.
- A noter également une certaine organisation du théâtre amateur à la Réunion : la récente Union Régionale du Théâtre Amateur de l'Océan Indien ainsi que la Ligue
- Ligue improvisation importante à la Réunion (certains des élèves du CRR ont par exemple une pratique d'improvisation importante et pour certains viennent suivre le cursus en art dramatique après avoir fait partie de cette Ligue d'improvisation).
- Travail de Cyclones Production (la Fabrik) sur les arts du cirque, y compris l'enseignement.

Rappel de la situation pour les arts du cirque

Au sein de la Fabrik, la compagnie Cyclones Production a été chargée par la DAC OI de travailler à la structuration du secteur des arts du cirque à la Réunion. Pour cela, la compagnie propose des résidences artistiques, des temps de formations artistiques et techniques ainsi que des temps de rencontre à destination des acteurs intervenant dans le champ du cirque.



Carte réalisée par Cyclones production

La **compagnie Cyclones production** a réalisé fin 2011 un premier bilan du travail mené depuis 2009, et a réalisé également un diagnostic du secteur des arts du cirque, dont nous rappelons les principaux points d'enseignement. Ces constats débordent largement la seule question de l'enseignement du cirque, mais la faible structuration du secteur du cirque a de fait un impact important sur la faible offre d'enseignement du cirque pour les amateurs, alors que Cyclones production note une forte demande d'intervention en milieu scolaire.

Constats tels que réalisés par Cyclones Production

- peu d'antériorité des arts du cirque à la réunion
- isolement géographique
- liens limités entre les différents protagonistes du secteur
- discours artistiques des compagnies très peu affirmés

- besoins en terme de formation pédagogique et artistique

Evolutions et dynamiques du secteur (Cyclones Production)

- développement des actions liées au cirque à la réunion : circus nout pei, l'école de la cie saoufet, la cie zigzagmagie, bric à balle, karambol,...
- plus de 150 projets artistiques et culturels demandés par les différents établissements scolaires pour l'année 2010-2011
- développement des échanges réunion -métropole et océan indien
- départ de 6 jeunes en formation longue en métropole
- affluence du public lors des événements liés au cirque ou à la rue
- le secteur des arts du cirque réunionnais est riche d'acteurs et d'énergies, tant dans le domaine de la formation que dans le domaine de la création.
- Les points de fragilité :
 - ✓ un discours artistique peu affirmé des compagnies circassiennes locales
 - ✓ un niveau technique globalement peu élevé, du au manque de formation
 - ✓ un questionnement de l'environnement des arts du cirque restant à développer : identité circassienne propre, en résonance avec les cultures de notre région
 - ✓ une fragilité et précarité professionnelle, voire personnelle pour certains acteurs : peu de marge de manœuvre, activité peu rémunératrice, manque de perspectives, manque de possibilité de formations
 - ✓ l'attente de mesures d'accompagnement et de consolidation tant de leurs activités que de leurs parcours professionnels
 - ✓ la nécessité d'un travail de sensibilisation auprès des institutions, collectivités et le tout public, par rapport aux spécificités des arts du cirque.

II. 5 Arts plastiques

La dénomination « arts plastiques » recouvre un ensemble protéiforme de pratiques artistiques qui peut recouvrir des techniques très variées, de la peinture, dessin, sculpture, design à des formes que nous considérons comme plus proches des loisirs (mosaïques, ...), et qui n'ont pas fait l'objet d'un travail de recensement dans le cadre de ce travail.

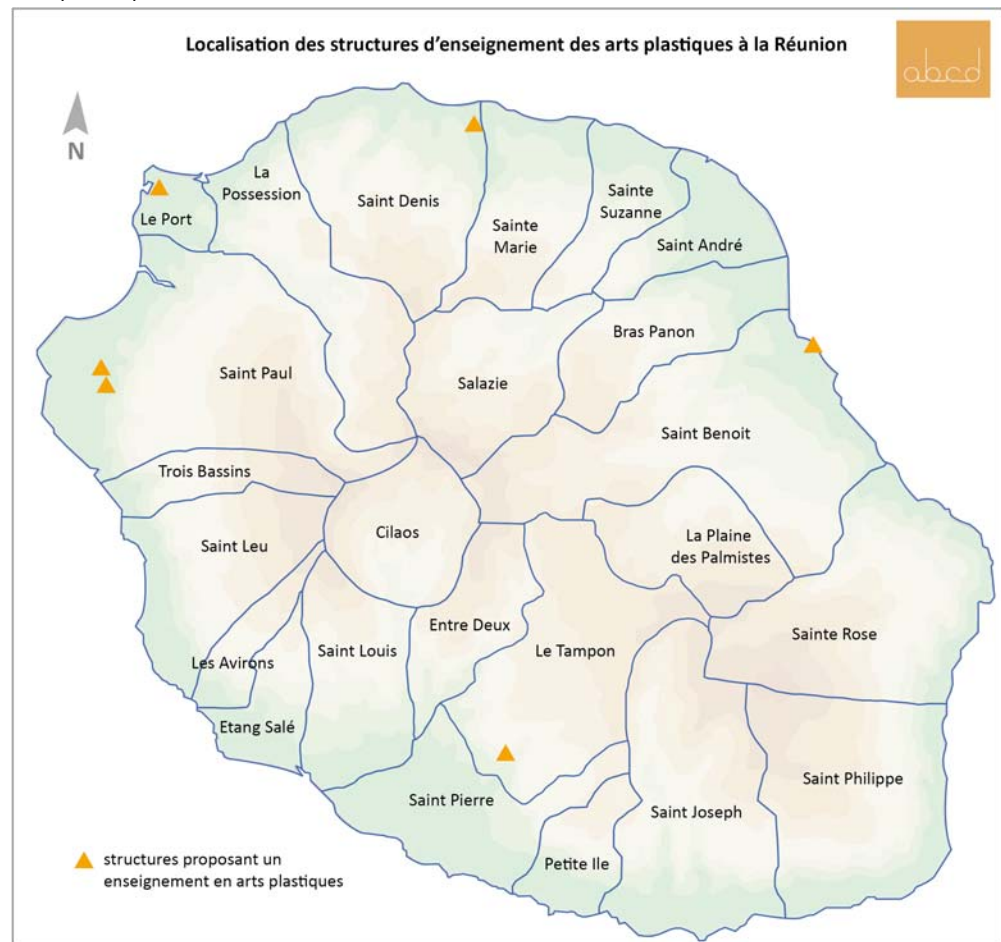
L'offre d'enseignement en arts plastiques est aujourd'hui peu organisée sur le territoire, les offres portées par des personnes privées et des structures socio-culturelles dominant. On peut retrouver cette physionomie de l'enseignement en arts plastiques au niveau national, les structures publiques de type école municipale étant relativement rares dans ce secteur.

A – L'offre en enseignement en arts plastiques

A noter que le recensement de l'offre en enseignement en arts plastiques a été peu aisé dans le cadre du diagnostic, du fait de l'absence d'un premier travail de repérage réalisé sur le territoire par les différentes structures ressources. Les communes ayant une mauvaise connaissance de l'offre en arts plastiques par rapport aux autres disciplines, elles n'ont que faiblement pu relayer des éléments d'information.

Une offre en formation initiale très pauvre

- Très peu de structures recensées proposent une formation initiale en arts plastiques.



- Un volume total d'enseignement très faible (62h d'enseignement recensées).
- Une offre réellement constituée et repérée uniquement dans les villes de Saint-Paul, Saint-Benoît, Le Port et le Tampon.
- Quelques offres sont présentes dans les cases, mais elles relèvent plus de l'animation socio-culturelle et de l'offre de loisirs (poterie, mosaïque, etc.).

Le statut des structures d'enseignement en arts plastiques

- Aucune offre municipale recensée sur le territoire.
- En majorité, les structures recensées sont des associations, ou des indépendants exerçant le plus souvent une activité artistique en plus de leur activité d'enseignements.

Les locaux

- Les locaux sont la plupart du temps des espaces banalisés, sans caractéristique spécifique, servant à d'autres usages (en particulier pour les offres associatives).
- Pas de structure de formation initiale offrant des locaux particulièrement attractifs, avec un environnement de qualité. A noter toutefois l'atelier la Maison Verte à Saint-Gilles propose ses ateliers dans des locaux ouvrant sur un espace paysager de qualité.



Des locaux souvent peu spécifiquement aménagés pour les arts plastiques

Les enseignants et leur formation

- Environ la moitié des enseignants sont titulaires d'un diplôme national en arts plastiques (DNAP, DNSEP).
- Certains cours sont assurés par des bénévoles, ce qu'on ne retrouve pas dans les autres disciplines analysées (musique, danse, théâtre).

Caractéristiques pédagogiques

- On recense un certain nombre de pratiques qui s'apparentent plus au loisirs et à la décoration, et qui se concentrent sur une discipline spécifique (ateliers de poterie, de mosaïques, calligraphie ...).
- Il existe quelques offres d'enseignement en arts plastiques plus globales (5 structures recensées), incluant diverses pratiques (peinture, dessin, sculpture...), avec une méthode pédagogique plus élaborée quand l'enseignement est conduit par des enseignants diplômés (ex : l'atelier J.J. Houée qui a développé sa propre méthode de création).

Interventions en milieu scolaire

- Parmi les dispositifs d'enseignements artistiques en milieu scolaire menés à l'année, les arts plastiques sont assez présents avec, dans les lycées, 9 enseignements facultatifs et 6 enseignements de spécialité. A noter qu'au collège, l'ensemble des collégiens bénéficie de cours hebdomadaires en arts plastiques.
- En revanche, les projets artistiques ponctuels en milieu scolaire sont peu nombreux, puisqu'ils sont au nombre de 3 dans le domaine des arts plastiques dans le 1^e degré (sur un total de 468 toutes disciplines confondues) et 21 dans le 2nd degré (sur 344 projets).
- Seulement 2 des 5 structures interrogées interviennent en milieu scolaire.
- Certaines structures interviennent en milieu scolaire sans proposer des cours permanents pour le grand public : c'est le cas par exemple de l'association Cheminement(s) (association de diffusion de la création plastique) qui propose des ateliers d'arts plastiques dans des établissements de la ville du Tampon dans le cadre de sa manifestation « le Carrefour des Arts ».

B – Le public touché

Un nombre d'élèves très limité

- Seulement 300 élèves environ ont pu être recensés (sans prendre en compte les participants à des stages ou les offres spécifiques type poterie ou mosaïque).
- Presque uniquement un public d'enfants.
- Des tarifs élevés, du fait de l'absence de subventions : entre 80 et 200 € par trimestre.
- Pas vraiment de liste d'attente signalée : on note globalement une faible sensibilisation de la population aux arts plastiques.

Quelques offres en direction des professionnels et des publics spécifiques

- Un intervenant indépendant anime des stages de formation professionnelle en partenariat avec le Fongecif et Pôle Emploi, en particulier en direction des professionnels du milieu social, éducatif et médical.
- Quelques interventions envers des publics spécifiques ont pu être relevés (par ex : publics déficients auditifs et handicapés en partenariat avec le Centre la Ressource), mais cela reste anecdotique.

C – La structuration territoriale

Une école des beaux-arts qui ne joue pas de rôle de structuration territoriale

- L'Ecole Supérieure d'Art de la Réunion, située au Port, rassemble 144 étudiants qui sont préparés au passage du DNAP et du DNSEP. Cette école a un très faible impact auprès du grand public : une dizaine d'auditeurs libres assistent aux cours, quelques stages (aux tarifs très élevés) sont proposés aux 12-18 ans. On ne trouve pas à la Réunion d'offre préparatoire au concours des beaux-arts.
- Jusqu'à présent, cette école n'a pas développé de liens spécifiques avec le tissu associatif.

Un manque de structuration de l'enseignement des arts plastiques

- La Réunion n'apparaît pas du tout structurée en matière d'offre d'enseignements en arts plastiques : l'offre de loisirs est très peu développée, réduite à des

- initiatives individuelles, et aucune offre préparant à l'entrée à l'école des beaux-arts n'a pu être recensée (aucun continuum entre l'offre des MJC et l'ESA).
- La très grande faiblesse en termes de lieux de diffusion de l'art contemporain ne contribue pas à la sensibilisation des publics.

III – ENJEUX TRANSVERSAUX

A l'issue du diagnostic, un certain nombre d'enjeux apparaissent sur le territoire, sur lesquels le Conseil Régional pourrait se positionner dans le cadre de la définition du futur schéma régional des enseignements artistiques.

III. 1 Le développement de la formation initiale et de la formation continue

- Un enjeu majeur issu du diagnostic est la question de la formation des enseignants dans les établissements d'enseignement artistique.
- **En ce qui concerne la formation initiale des enseignants**, l'état des lieux a permis de relever la faible part de personnel ayant suivi les formations spécifiques d'enseignement, une certaine confusion entre formation musicale/chorégraphique et formation pédagogique, ainsi que l'absence de CEFEDM à la Réunion. De plus, le problème de l'éloignement de la métropole pour accéder aux cursus de formations nationaux et donc des coûts de formation pour chaque futur enseignant (même si des dispositifs existent notamment portés par la Région et l'Etat pour accompagner les étudiants en formation en métropole) est souvent posé.
- Il ressort également de nos échanges une faible motivation des enseignants en poste pour suivre une formation et passer un DE par exemple étant donné le **faible nombre de postes ouverts par les collectivités** en tant que titulaire du concours, les **collectivités ayant des difficultés à assurer les coûts de fonctionnement d'un établissement d'enseignement artistique**. Comme la très grande majorité des structures sur l'île sont associatives, il n'y a pas d'obligation d'avoir les diplômes et les formations correspondantes.
- La question de la formation des enseignants est essentielle car le niveau d'enseignement proposé est bien sûr fortement lié à la formation des enseignants. Les réunionnais ont droit au même niveau de qualité d'enseignement qu'ailleurs en France, et la possibilité pour un élève de poursuivre un cursus en métropole implique qu'il puisse bénéficier d'une formation de même qualité.
- La **formation continue** représente tout autant un enjeu, alors qu'elle est peu développée à la Réunion. La plupart des formations se déroulent en métropole, ce qui freine les enseignants et leurs structures, d'autant plus pour les structures associatives.
- Il nous semble important de pouvoir **distinguer les notions de diplôme, de concours, de la formation continue** en elle-même afin de proposer différentes strates d'actions et de ne pas limiter la problématique de formation à celle de l'obtention d'un DE. En effet, les actions de formation seraient profitables à tous les enseignants y compris ceux qui sont diplômés. De plus, la formation continue organisée sur un territoire favorise les échanges et les coopérations entre les structures.
- Enfin, des formations pour les personnels administratifs seraient également nécessaires, qui pourraient être mutualisées avec des formations organisées pour d'autres champs culturels et artistiques sur le volet administration.

III. 2 L'accessibilité pour toute la population

- S'interroger sur les conditions d'accès à l'offre d'enseignement artistique représente un enjeu important pour élargir les publics concernés par l'offre d'enseignement artistique et pouvoir toucher tous les réunionnais. La notion d'accessibilité se décline à plusieurs niveaux : **accessibilité financière, géographique, et culturelle**.

- Aujourd'hui on observe des **tarifs** très variables en fonction des territoires, des offres privées et associatives avec des coûts très élevés, tout comme certaines offres municipales qui peuvent être onéreuses. Certaines tarifications prennent en compte les quotients familiaux mais uniquement pour les structures en régie directe, ce qui est loin d'être la majorité alors que c'est un gage d'équité pour la population.
- Le second frein de l'accès à la pratique instrumentale concerne **l'acquisition des instruments**. On ne compte quasiment aucune location d'instrument sur l'île, et pas d'aide à l'acquisition pour les élèves. L'impossibilité d'acheter un instrument après une année d'éveil ou d'initiation est un des motifs d'arrêt ou de non accès à la pratique instrumentale qui a été le plus cité lors du diagnostic.
- L'accessibilité passe également par une **bonne répartition des offres d'enseignement sur le territoire et une bonne proximité pour la population**. Or certaines communes ont une offre insuffisante par rapport aux populations à toucher (de 0,35% de la population d'une commune inscrite à 1,92%, avec une moyenne régionale à 1,15% de la population, alors qu'au niveau national on observe plutôt des taux d'inscrits entre 1,5 et 2%). Se pose également la question de la circulation au sein d'une même commune entre les « Hauts » et le littoral, d'autant plus problématique que la grande majorité des élèves des établissements d'enseignement artistique est mineure et non motorisée. L'accessibilité géographique repose en ce cas sur la **disponibilité des parents à véhiculer** les élèves vers les écoles, plusieurs fois par semaine dans la majorité des cas. Cette question est encore plus aiguë pour les communes de l'intérieur (ex. d'élèves de Cilaos fréquentant une école sur St Pierre ou St Louis).
- Certaines disciplines comme les arts plastiques et le théâtre sont sous représentés dans l'offre d'enseignement artistique et mériteraient une attention particulière.
- Enfin, dernier frein mais pas le moindre, les **différences de pratiques culturelles** des populations qui font que d'une famille à l'autre, proposer à son enfant de participer à une activité artistique semble plus ou moins évident. Ce frein peut trouver en partie une réponse via le développement des interventions en milieu scolaire, qui permet de toucher de manière plus diversifiée les différentes classes sociales de la population.

III. 3 La place des pratiques artistiques traditionnelles

- Classé au Patrimoine culturel immatériel de l'humanité par l'Unesco depuis 2009, le maloya est ainsi très présent dans les pratiques culturelles et sociales des réunionnais.
- Les **pratiques artistiques traditionnelles sont très présentes** à la Réunion. Si cela se traduit par une offre d'enseignement de musique traditionnelle dans la moitié des structures que nous avons pu observer, cette réalité est surtout empreinte d'une transmission familiale et sociale qui échappe généralement à une visibilité publique.
- Les différences de tradition culturelle au sein d'une population métissée comme celle de la Réunion constituent également des éléments importants à prendre en compte dans le cadre d'une proposition publique d'enseignement artistique.
- Peut se poser la question du cadre d'enseignement et de transmission des pratiques traditionnelles : les écoles de musique et de danse actuelles sont-elles des lieux adaptés dans l'organisation de leur parcours de formation à ces formes traditionnelles d'autant que les frontières parfois difficiles à établir entre pratiques traditionnelles, pratiques culturelles et pratiques communautaires.

III. 4 La poursuite de la structuration de l'éducation artistique en milieu scolaire

- Une des voies d'accès les plus démocratiques à l'enseignement artistique est de passer par les interventions en milieu scolaire.
- Des initiatives importantes ont pu être relevées, notamment avec le projet d'orchestre à l'école, dispositif parmi les plus développés sur l'île, mais sans toutefois qu'il existe de lien spécifique avec les écoles de musique sauf par les enseignants communs aux écoles et aux orchestres. Les communes sont peu impliquées dans le développement des interventions en milieu scolaire, essentiellement portées par la DAC OI, le Rectorat et le Conseil Général.
- Un besoin d'harmonisation des interventions en milieu scolaire apparaît, avec une nécessaire structuration en terme d'aménagement du territoire, d'égalité pour les différentes communes y compris les plus isolées, d'autant plus lorsqu'il n'y a pas de structures d'enseignement artistique. Des Contrats Locaux d'Education Artistique (CLEA) sont en cours de formalisation sur les territoires, permettant de structurer progressivement les interventions en milieu scolaire.
- Quelques dumistes (musiciens intervenants en milieu scolaire) sont présents et réalisent des interventions en milieu scolaire, mais ils sont loin d'être la majorité sur l'île. Un effort de formation important de dumistes a été menée il y a quelques années, mais les personnes formées n'ont pas trouvé par la suite de postes d'intervention en milieu scolaire à la Réunion (les collectivités n'ont pas débloqué de budgets pour réaliser ces recrutements). Parfois, des dumistes ont été recrutés comme enseignants de pratique instrumentale dans les structures associatives.
- En ce qui concerne les interventions en milieu scolaire, se pose également la question de l'élargissement des disciplines, avec une sous-représentation de la danse et du théâtre (les arts plastiques en ce qui concerne les projets artistiques dans le premier degré).

III. 5 La nécessité de locaux adaptés

- On observe des **locaux non adaptés en majorité pour la pratique musicale**, des problèmes importants d'isolation phonique non réalisée, de climatisation et d'inadaptation des locaux pour les pratiques collectives (locaux exigus et ne permettant pas en majorité les pratiques collectives). Parfois des conditions de sécurité limites voire insuffisantes ont pu être observées. Si un **effort particulier a pu être réalisé ces dernières années sur les salles de danse**, il reste encore un investissement particulier à réaliser notamment sur les sols non adaptés.
- Certaines écoles doivent se déployer sur plusieurs sites d'enseignement fautes de locaux suffisants. Ont également été recensées des écoles qui disent limiter le nombre d'élèves et leur activité faute de locaux.
- Le poids du tissu associatif dans l'offre d'enseignement, aux moyens limités et faiblement soutenus par les communes et intercommunalités freine les investissements pourtant nécessaires sur le territoire.
- Si des **projets émergent** avec des locaux adaptés, leur capacité d'accueil reste faible par rapport au besoin.
- Parmi ceux-ci, les projets de rénovation des sites du CRR représentent un effort important, et ont permis d'ores et déjà de proposer un très bel espace d'enseignement à St Benoît, et à relativement court terme d'améliorer considérablement le site de St Paul aujourd'hui très exigu, de développer celui de St Pierre et de St Denis (notamment pour les pratiques de la danse et de l'art dramatique).

III. 6 Le développement des passerelles et des coopérations entre les offres

- Aujourd'hui, on constate une faible coordination entre les structures d'enseignement, voire absence totale de relation. Parfois les structures ne se connaissent pas du tout entre elles, y compris à l'échelle d'une même commune, y compris entre les sites du CRR et les offres présentes sur les quatre communes d'implantation.
- Or étant donné les moyens limités de chaque établissement, chacun ne peut proposer une offre globale, qu'il s'agisse de cycle ou de disciplines. Il apparaît donc indispensable de travailler aux passerelles entre les offres existantes, et ne pas s'ignorer ou travailler dans une logique de concurrence.
- Les liens entre apprentissage artistique et pratique amateur sont également peu développés dans la réflexion des structures interrogées, alors que la très grande majorité des élèves, une fois leur cursus achevé, s'interrogeront sur la poursuite de leur pratique artistique.
- Même si cela ne concerne qu'une minorité d'élèves, les passerelles vers une éventuelle professionnalisation semblent uniquement passer aujourd'hui par le CRR. Si le CRR a comme projet de développer une cellule d'orientation professionnelle pour ses élèves, il est nécessaire de s'interroger au niveau régional sur les relais possibles pour des élèves n'étant pas inscrits au CRR.
- Enfin, très peu abordée dans les différents entretiens menés, la place des adultes au sein des établissements d'enseignement artistique se pose, toujours dans la réflexion sur la continuité entre apprentissage et pratiques amateurs.

III. 7 Une meilleure lisibilité de l'offre pour la population

- Le travail de recensement et les difficultés de repérage des structures a permis de se confronter au problème d'une offre d'enseignement artistique multiple et mouvante, caractérisée par le poids d'une offre associative relativement fragile, très disséminée (avec multiplication de micro structures) qui peut naître et disparaître rapidement.
- On peut donc s'interroger sur la possibilité pour la population réunionnaise de repérer aisément les offres d'enseignement artistiques existantes, et plus encore de faire un choix en connaissance de cause entre les différentes propositions pédagogiques existantes. Par exemple sur les communes où existe un site du CRR, une offre municipale ainsi qu'une ou plusieurs offres associatives, on peut se demander quelle est la lisibilité pour la population, d'autant plus que les écoles se connaissant peu entre elles, elles ne peuvent assurer une réelle orientation de la population vers une offre d'enseignement adaptée.

IV – EN CONCLUSION

Le diagnostic de l'enseignement artistique à la Réunion a permis de montrer un vrai **dynamisme** du secteur, surtout dans le champ de la musique et de la danse, résonnant avec les pratiques artistiques des Réunionnais.

Cependant ces structures d'enseignement sont généralement **très fragiles**, de statut associatif dans leur très grande majorité, avec des modes de financement reposant essentiellement sur les frais de scolarité, limitant ainsi l'élargissement de la population touchée. La **faible implication des communes et intercommunalités** dans le secteur, pour des raisons de priorités et du poids du coût de fonctionnement de ces établissements reporte ainsi de fait l'offre de service public sur les structures et indirectement sur les familles.

Si le Conseil Régional a pris en charge une part importante de l'enseignement artistique sur l'Ile avec plus de 15% des élèves de l'Ile inscrits dans les quatre sites du CRR, il est nécessaire aujourd'hui que les pouvoirs publics – la Région mais aussi ses autres partenaires publics - travaillent à d'autres formes de soutien du secteur, à la fois en terme de **création d'équipements**, mais également de **renforcement des structures existantes** et de **structuration de l'ensemble de l'offre** à l'échelle régionale.

La suite de la mission confiée à abcd devra permettre de travailler sur le futur schéma régional des enseignements artistiques à partir des enseignements issus de ce diagnostic. Elle comportera plusieurs étapes :

- animation de groupes de travail avec les structures interrogées : St Benoît (structures du Nord et de l'Est), St Paul (structures de l'Ouest) et St Pierre (structures du Sud) ;
- réunions de travail internes au Conseil Régional (réunion sur la connexion entre les différentes politiques, et réunion sur la connexion au sein des politiques culturelles) ;
- formalisation des propositions pour un schéma régional des enseignements artistiques.

V – ANNEXES

Liste des entretiens réalisés durant la phase de diagnostic (institutions)

Conseil Régional

- Jean-François Sita – Vice Président culture
- Patrice Bertil – Directeur de l'Action Culturelle et Sportive (DACS)
- Marie-Christine d'Abbadie – Chargée de mission Schéma Régional des Enseignements Artistiques
- Marie-Angèle Rabanéda - DACS
- Marie-Luce Hoareau – DACS

DAC OI

- Marc Nouschi – DAC
- Guilène Tacoun – Conseillère musique et danse
- Olivier Lerch – Conseiller arts plastiques
- Brigitte Harguindeguy – Conseillère education artistique

Rectorat

- Yannick Lepoan - Délégué académique à l'éducation artistique et à l'action culturelle (DAAC)

Conseil Général

- Catherine Chane-Kune – Directrice de la Culture
- Annick Andamaye – Service culturel

Communes et intercommunalités

- René Pestel – Adjoint culture St Denis et délégué communautaire CINOR
- Philippe Oune-Bive – Directeur de la Culture et de la Communication CINOR
- Johnny Dennemont – DGA St Denis
- Marie-Laure Bouthillon – Direction de la Culture TCO
- Armelle Devinant – Service culturel TCO
- Frédérique Cheynet – Service culturel TCO
- Richard Souprayemestry – Direction de la culture CIREST
- Al Ramalingom – Chargé du développement culturel St Pierre
- Didier Coquille – Direction de la culture Etang Salé
- Denise Zettor – Elue culture Petite Île
- Mickaël Payet – Service culturel Petite Île
- Claudette Cros – Elue Cilaos
- Dominique Chelot – Direction de la culture Le Tampon
- Sophie Truffer – Service culturel Le Tampon
- Emmanuelle Payet – Pôle citoyenneté et proximité St Philippe

Liste des entretiens (structures d'enseignement ou lieux ressources)

- CRR – Directeur, François Vigneron,
- CRR - Responsables administratifs des sites St Benoit, St Pierre, St Paul
- CRR - Enseignant art dramatique - Jean-Louis Levasseur

Nord et Est

- Ecole municipale de musique Loulou Pitou-Saint Denis- M. Caron
- IDFC Ismael Aboudou Dance Fitness center-Saint Denis- Ismaël Aboudou
- La Fabrik compagnie Cyclones -Saint Denis- Luc Rosello et David Versey
- Association régionale d'expansion Musicale (AREM)-Saint Denis- Mme Trotet
- Key Board School-Saint Denis
- Waio Mizik-Saint Denis- Ludovic Clain
- Centre Animation Socio Educatif Culturel-Bras Panon- M. Picard
- Ecole de musique -La Plaine des Palmistes- M. Sautron
- Ecole de musique - Association Cultures Expressions Océan Indien ACEOI-Saint André- M.Onesime
- Petit conservatoire de Champ Borne-Saint André- Stéphanie Prie
- MJC-Saint Benoit- directeur et Lydia Mnémonide enseignante danse
- Théâtre des Bambous-Saint Benoit- Jeanne Charréron
- Association Fair-Sainte-Rose- Stéphane Foglia

Ouest

- Centre culturel Village Titan-Le Port- Nicol M'Couezou
- Théâtre sous les Arbres-Le Port- Michel Bres
- Association Zékli Kann Ekol Muzik-Saint Paul- M Brennus
- Le Hangar/Cie Danses en l'R-Saint Paul- Eric Languet et Virginie Michel
- Studio Koregrafic-Saint Paul- Dominique Marceau
- Maison Verte-Saint Paul- Pierre Yves Nedelec
- Atelier Jean-Jacques Houée-Saint Paul- Jean-Jacques Houée
- Théâtre des Alberts-Saint Paul (le Guillaume)- Vincent Legrand
- Ecole Michèle Serrure-Saint Paul
- Association Dépendances -Saint Paul- Mlle Schiavo
- Ateliers municipaux de pratique musicale-Saint Paul- M Phillipe Barret
- 974 PERKU-Saint Paul- Jean Fabrice Chelone
- Compagnie Tétradanse -Saint Leu- Valérie Berger
- Le Séchoir-Saint Leu- Claude Lermené
- Compagnie Baba Sifon-Saint Leu- Léone Louis
- KAZ d'ART-Saint-Leu- Roxanne Toulemont

Sud

- Et vie Danse-Les Avirons
- Atelier municipal de musique-Saint Pierre- M David Félix et Mme Capdeboscq
- Compagnie Nektar -Saint Pierre- Cécile Hoareau
- MJC-Le Tampon- Mme Séverin
- Ticaz Music-Le Tampon- M. Saubusse
- Théâtre d'Azur-Le Tampon- M. Folio
- L'Entracte-Le Tampon- Mme Grasset

- **Ecole de musique Roland Raelison - Association Club d'Accordéons et de Cuivres du Tampon CACT-Le Tampon-** M. Raelison
- **Arts et danse-Le Tampon-** Basile Brown
- **Ecole K'Danse-Le Tampon**
- **Association Musique et Danse Réunion-Le Tampon-** Smith Marie Josie
- **Studio Vérodanse-Le Tampon**
- **Ecole municipale de musique et de danse-Saint Joseph-** M. Kbidbi
- **Centre chorégraphique Brown-Saint Louis-** Mme Brown
- **Ecole de musique du Gol / Association Eventail-Saint Louis-** M. Gaston Hoareau
- **Association Klé de Sol Créole-Saint Louis-** Mme Nathalie Vallet
- **Amicale de l'école du Centre-** Saint Philippe

Lieux ressources régionaux

- **CDOI - Centre Dramatique de l'Océan Indien-Saint Denis-**Mme Morgane Cartron
- **PRMA- Pôle Régional des musiques actuelles de la Réunion-Saint Denis-** M. Alain Courbis
- **Confédération Musicale de la Réunion-Saint Denis-** Mme Guidat
- **Ecole Supérieure d'Art de la Réunion-Le Port-** M. Thomas Kocék
- **Association LERKA (espace de recherche et de création en Arts Actuels)- Saint Denis-**Antoine Duvignaux

Extrait du répertoire des structures d'enseignement artistique constitué pour l'état des lieux et transmis au Conseil Régional

Ce fichier, réalisé et transmis sous format informatique, pourra être complété suite à ce diagnostic et actualisé régulièrement afin de constituer une base de données vivante de l'enseignement artistique à la Réunion.

Nom structure	Commune	statut stru	discipline	nbre disciplines musique	disciplines musique	pratiques collectives	musiques traditionnelles (maloya, ...)	éveil	nbre disciplines danse	disciplines danse	nbre disciplines théâtre	théâtre : cours à l'année/cours ponctuels	nbre disciplines arts plastique
Centre Animation Socio Educatif Culturel	Bras Panon	association	musique, danse		guitare classique, 2 solfège	non	non	non		4 madison, rock, country, hip hop		0	0
Ecole de musique	La Plaine des Palmistes	association	musique	6	Guitare, piano, accordéon, batterie, synthétiseur, violon et ensembles	oui	non	non	0	0	0	0	0
Ecole de musique - Association Cultures Expressions Océan Indien ACEOI	Saint André	association	musique	13	maloya, piano, guitare, batterie, percussions africaines, accordéon, clavier, flûte traversière, violon, saxophone, clarinette, trompette, formation musicale	oui	oui	oui	0	0	0	0	0
Petit conservatoire de Champ Borne	Saint André	association	musique	6	piano, guitare, basse, batterie, chant variété, éveil musical	oui	non	oui	0	0	0	0	0
MJC	Saint Benoît	association	danse, musique, arts plastiques	5	guitare classique, saxo, flûte traversière, piano, chorale	non	non	non		4 classique, jazz, oriental et créole		0	1
Théâtre des Bambous	Saint Benoît	association	théâtre	0					0			1 cours à l'année	0

(SUITE DU RÉPERTOIRE)

nbre élèves TOTAL	nbre élèves musique	nbre élèves danse	nbre élèves théâtre	nbre élèves arts plastique	liste d'attente	nbre heures de cours TOTAL	nbre heures de cours musique	nbre heures de cours danse	nbre heures de cours théâtre	nbre heures de cours arts plastiques	organisation par cycle	intervention milieu scolaire	nbre enseignants	enseignants titulaires d'un diplôme pédagogique (CA, DE, DUMI, DNAP, DNSE)	locaux
94	23	71	0	0	non	8	4	4	0	0	non	non	3	0	
80	80	0	0	0	non	57	57	0	0	0	non	non	7	0	
320	320	0	0	0	oui	230	230	0	0	0	oui	oui	12	5	
241	241	0	0	0	oui	37	37	0	0	0	oui	oui	8	1	
315	95	190	0	30	oui	74	51	19	0	4	non	oui	14	1	
48	0	0	48	0	non	6	0	0	6	0	non	non	2	0	



6, boulevard de Strasbourg
75010 PARIS
Tél. : 01 55 34 99 40
Fax : 01 55 34 99 41
Email : contact@abcd-culture.com
www.abcd-culture.com